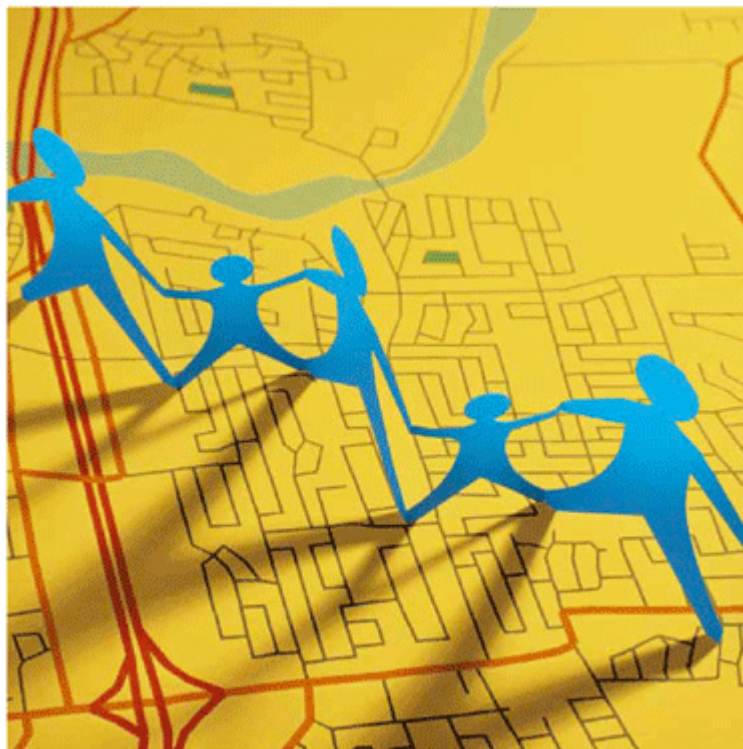


**Accès et médiation culturelle :
Trois études pour la Maison Théâtre
ÉTUDE 2**

**Accès, inclusion, médiation,
développement de publics :
les expériences comparables
à Montréal et à l'étranger**

**Guy BELLAVANCE
avec la collaboration de Julie L'ALLIER**

URBANISATION, **INRS** CULTURE ET SOCIÉTÉ



**Accès et médiation culturelle :
Trois études pour la Maison Théâtre**

ÉTUDE 2

**Accès, inclusion, médiation,
développement de publics :
les expériences comparables
à Montréal et à l'étranger**

**Guy BELLAVANCE
avec la collaboration de Julie L'ALLIER**

sous la direction de

Guy BELLAVANCE et Francine DANSEREAU

Rapport d'étude produit dans le cadre de
l'évaluation des programmes d'accès de la Maison Théâtre

Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation, Culture et Société

Avril 2007

Responsabilité scientifique :
Guy Bellavance, guy.bellavance@ucs.inrs.ca
Francine Dansereau, francine.dansereau@ucs.inrs.ca
Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation, Culture et Société

Diffusion :
Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation, Culture et Société
385, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2X 1E3

Téléphone : (514) 499-4000
Télécopieur : (514) 499-4065

www.ucs.inrs.ca

Cette étude a été commandée par la Maison Théâtre.



Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien.

Canada

L'étude *Accès et médiation culturelle : Trois études pour la Maison Théâtre* comprend quatre documents :

- Sommaire
- ÉTUDE 1. Les programmes d'accessibilité de la Maison Théâtre : rapport d'évaluation
- ÉTUDE 2. Accès, inclusion, médiation, développement de publics : les expériences comparables à Montréal et à l'étranger
- ÉTUDE 3. L'évolution sociodémographique de la région de Montréal et l'apport de l'immigration : bilan et prospective

ISBN 978-2-89575-120-5

Dépôt légal : - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007
- Bibliothèque et Archives Canada

© Tous droits réservés

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	iv
INTRODUCTION.....	1
1. LA SITUATION SUR L'ÎLE DE MONTRÉAL.....	3
1.1 Les mesures récentes de la Ville de Montréal en faveur de la médiation culturelle	4
1.1.1 Partenariat culture et communauté.....	7
1.1.2 Action culturelle.....	7
1.1.3 Ententes de partenariat.....	10
1.1.4 Médiation culturelle des arrondissements montréalais.....	11
1.1.5 Diffusion du patrimoine	12
1.2 La mesure d' <i>Accès aux ressources culturelles</i> du Programme de soutien à l'école montréalaise du Gouvernement du Québec	12
1.2.1 Volet <i>Jeune public</i>	14
1.2.2 Volet <i>Modèles novateurs</i>	18
1.2.3 L'évaluation de la <i>Mesure d'Accès aux ressources culturelles</i>	21
1.2.4 L'évaluation du volet <i>Jeune public</i>	21
1.2.5 Le volet <i>Modèles novateurs</i>	Erreur ! Signet non défini.
2. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE	25
2.1 Les États-Unis, les arts et l'école	27
2.2 La France, de l'exclusion sociale à la médiation culturelle.....	29
2.3 L'Angleterre : entre développement de public et inclusion sociale.....	32
BIBLIOGRAPHIE.....	41
ANNEXE	47

Liste des tableaux

Tableau 1	Subventions gouvernementales aux programmes d'accessibilité.....	3
Tableau 2	Nouveaux programmes de développement culturel, Ville de Montréal, 2005-2006.....	6
Tableau 3	Exemples de projets subventionnés par le programme d'Action culturelle de la Ville de Montréal, 2005-2006.....	9
Tableau 4	Répertoire du Bloc Art, volet Jeune public, Mesure d'accès aux ressources culturelles, Programme de soutien à l'école montréalaise, 2006-2007.....	15
Tableau 5	Volet <i>Jeune public</i> , 2006-2007,	17
Tableau 6	Volet <i>Modèles novateurs</i> , 2006-2007,.....	19

Introduction

Cette section vise à donner un aperçu de l'environnement actuel — et du marché — des activités de médiation culturelle et d'accès à la culture menées par des organismes artistiques et culturels professionnels. Elle vise plus particulièrement à situer l'action de la Maison Théâtre dans cet environnement, à Montréal d'abord et par rapport aux expériences comparables à l'étranger ensuite.

La première partie examine le champ des expériences montréalaises actuellement en cours, et ce, sur la base d'une analyse des différents programmes de soutien mis en œuvre de façon concertée par les administrations locale et provinciale. Le champ de la médiation et de l'accès à la culture à Montréal se caractérise en effet par l'intervention récente et progressive de deux instances : d'un côté, la Ville de Montréal appuyée par le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ) et de l'autre, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec (MELS) à travers le réseau des écoles de l'île de Montréal. Ce sont eux qui ont initié à partir de la fin des années 1990 une gamme de programmes visant à soutenir ce type d'activités. Non seulement les activités de la Maison Théâtre bénéficient-elles directement de chacun de ces programmes, mais l'ensemble du milieu culturel montréalais est également mobilisé par ces mesures structurantes.

La seconde partie présente un aperçu de la situation actuelle à l'étranger par une analyse des conjonctures particulières aux États-Unis, en France et au Royaume-Uni. Cette section se présente également comme une introduction à la littérature pertinente, à l'échelle internationale, au regard des problématiques d'accès, d'inclusion sociale, de médiation culturelle et de développement de publics ainsi qu'en matière d'évaluation de ces pratiques.

1. LA SITUATION SUR L'ÎLE DE MONTRÉAL

Deux types de mesure convergent actuellement sur l'île de Montréal pour favoriser le développement d'activités d'accès et de médiation culturelle. Les premières, issues du MELS et du réseau scolaire, s'inscrivent dans le cadre des *Mesures d'accès aux ressources culturelles* du *Programme de soutien à l'école montréalaise* initiées en 1997. Elles visent l'accès aux ressources culturelles pour les élèves issus de milieux défavorisés et se situent dans une stratégie plus large visant la réussite personnelle et scolaire de cette clientèle. Ces mesures ont donné lieu à une série d'évaluations depuis leur mise en place. Les secondes mesures, issues du MCCQ et du *Service du développement culturel, de la qualité du milieu de vie et de la diversité ethnoculturelle* (SDC) de la Ville de Montréal, s'inscrivent dans le cadre du renouvellement de l'*Entente de développement culturel* (EDC) intervenu entre les deux paliers de gouvernements en 2005. Elles visent à promouvoir des initiatives de « médiation culturelle » par les organismes artistiques professionnels auprès de publics ciblés, issus de milieux généralement éloignés de l'offre culturelle : populations défavorisées et communautés néo-québécoises. Cette seconde génération de programmes, relativement indépendants du milieu scolaire, s'inscrit dans une perspective d'inclusion sociale; de plus, ces programmes comportent souvent une dimension de « revitalisation urbaine ». Fort récents, ils n'ont pas encore été soumis à des évaluations formelles. Le tableau 1 situe la contribution des différents programmes gouvernementaux aux activités de la Maison Théâtre.

Tableau 1
Subventions gouvernementales aux programmes d'accessibilité
Maison Théâtre, 2005-2006

Programmes gouvernementaux	Activités de la Maison Théâtre			
	Découvertes théâtrales	Théâtre devant soi	Destination théâtre en famille	Activités spéciales
Programmes de développement culturel (Ville de Montréal et MCCQ)	X	X	X	
Partenariat culture et communauté		15 000 \$/an (triennal)		
Action culturelle			15 000 \$	
Entente de partenariat	25 000 \$/an (triennal) *			
Médiation culturelle des arrondissements montréalais		10 000 \$ (A. Ville-Marie)		
Diffusion du patrimoine				
Mesure d'accès aux ressources culturelles du Programme de soutien à l'école montréalaise (MELS et réseau scolaire)	X		X	X
Volet Jeune public	Financement de l'inscription des écoles au programme			
Volet Modèles novateurs			3 500 \$ + achats de billets (1 100)	<i>La petite scène**</i>

* Il faut compter une contribution de 12 000 \$ versé par les partenaires diffuseurs culturels municipaux pour l'achat des spectacles.

** Le PSÉM couvre l'ensemble des frais de l'activité menée conjointement par la Maison Théâtre avec les *Petits bonheurs*.

1.1 Les mesures récentes de la Ville de Montréal en faveur de la médiation culturelle

En 2005, la *Division de l'action culturelle* du SDC de la Ville de Montréal annonce cinq programmes misant sur une approche « citoyenne » et visant, plus précisément, des initiatives de « médiation culturelle »¹. Les trois programmes d'accès de la Maison Théâtre sont actuellement subventionnés dans le cadre de cette nouvelle génération de programmes. Le tableau 2 résume les grandes caractéristiques de chacun des cinq programmes tels qu'énoncés en 2005-2006.

Administrés par la Ville, ces programmes sont financés à parts égales par la Ville et le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ) dans le cadre du renouvellement de *l'Entente de développement culturel* (EDC). Compte tenu de l'importance de la contribution du gouvernement québécois à ces programmes, on ne saurait donc minimiser le rôle du MCCQ quant à leur évolution future.

Ce nouveau train de mesures a la particularité de miser sur une perspective relativement inédite de médiation culturelle. Il s'agit plus précisément, selon les termes de la Ville, d'*initiatives* « qui créent des opportunités de rencontres et d'échanges personnalisés favorisant l'apprentissage et l'appropriation de la culture par les clientèles les plus éloignées de l'offre culturelle professionnelle » et d'*actions* qui « mettent l'accent sur un travail de contact et permettent de faire le pont entre le citoyen et l'activité culturelle professionnelle » (Ville de Montréal et MCCQ, 2006, p. 1).

Les mesures concernent par ailleurs non seulement des programmes inédits, dont relèvent les deux activités de la Maison Théâtre, mais aussi des programmes déjà existants. En effet, seuls trois des cinq programmes municipaux annoncés sont véritablement nouveaux; ces trois programmes recherchent aussi plus directement la création d'un « pont » entre organismes artistiques professionnels et groupes ciblés, principalement des jeunes en difficulté et des membres de minorités ethniques ou de populations défavorisées : le Programme de partenariat culture et communauté, dont relève *Le théâtre devant soi*, suppose un partenariat formel entre un organisme culturel et un organisme communautaire; les Ententes de partenariat, dont relève *Découvertes théâtrales*, visent à confirmer des partenaires privilégiés de la Ville en matière de médiation culturelle; le Programme montréalais d'action culturelle, dont relève *Destination théâtre en famille*, apparaît de nature plus expérimentale, puisqu'il vise à susciter de nouveaux projets de médiation culturelle permettant aux organismes professionnels de développer leur expertise en la matière.

¹ Pour une description de ces cinq programmes, voir le site de la Ville de Montréal à l'adresse : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1576.1746423&_dad=portal&_schema=PORTAL.

Un quatrième programme, Médiation culturelle des arrondissements montréalais, s'adresse strictement aux services internes de la Ville; néanmoins, il s'inscrit largement dans une perspective de médiation culturelle ciblée. Dans ce cadre, *Théâtre devant soi* bénéficie d'une contribution supplémentaire de l'arrondissement Ville-Marie. Un cinquième programme, Soutien à la diffusion du patrimoine, existe quant à lui depuis 1995; il concerne uniquement le secteur du patrimoine et des musées; il apparaît aussi moins ciblé que les autres, les actions visant l'ensemble de la population montréalaise.

En vue de mieux situer l'action actuelle de la Maison Théâtre dans cet environnement de la médiation culturelle à Montréal, nous avons examiné certaines activités subventionnées dans le cadre de ces programmes.

Tableau 2
Nouveaux programmes de développement culturel, Ville de Montréal, 2005-2006

Titre du programme	Budget annuel	Nombre de projets subventionnés	Subvention moyenne par projet	Optique du programme	Objectifs spécifiques	Période de subvention	Partenaire(s)	Clientèle(s)
<i>Partenariat Culture et communauté (nouveau)</i>	141 900,00 \$	9	15 7667 \$	Action sociale et revitalisation urbaine	Planifier à plus long terme la démarche de médiation et consolider des partenariats durables entre secteur culturel et secteur communautaire	Triennale	Organismes culturels en collaboration avec des organismes communautaires	Groupes sociaux en difficulté : autochtones, jeunes de quartiers ciblés, groupes d'alphabétisation, jeunes femmes sans-abri
<i>Action culturelle (nouveau)</i>	244 800,00 \$	22	11 127 \$	Incitation à la médiation culturelle par les milieux culturels professionnels	Inciter les organismes culturels professionnels à s'engager dans la médiation culturelle auprès de publics ciblés	Variable mais surtout annuelle	Organismes culturels avec ou sans partenaires selon le projet	Publics ciblés en fonction de l'âge, de la communauté ethnique, du sexe, ou un mélange des trois
<i>Ententes de partenariat (revu)</i>	190 000,00 \$	3	63 333 \$	Partenariats spécifiques en matière d'accès à la culture	Consolider des partenariats avec des organismes culturels dotés de compétence et d'expérience reconnues en médiation culturelle et/ou en développement de public	Engagement à long terme	Organismes culturels avec partenaires variables selon le projet (sur mesure)	Divers : large ou ciblé
<i>Médiation culturelle des arrondissements montréalais (revu)</i>	317 398,00 \$	26	12 208 \$	Sensibilisation à la culture et développement de public	Faire connaître les ressources culturelles du quartier	Annuelle	Services culturels municipaux en collaboration avec des organismes communautaires	Principalement clientèles scolaires et jeunes adolescents. Communautés culturelles en développement
<i>Diffusion du patrimoine (depuis 1995)</i>	172 000,00 \$	22	7 818 \$	Aide à la diffusion pour le secteur des musées et du patrimoine	Accroître la connaissance du patrimoine montréalais par les Montréalais	Annuelle	Sans objet	L'ensemble de la population montréalaise

1.1.1 PARTENARIAT CULTURE ET COMMUNAUTÉ

De tous les programmes, celui-ci vise le plus clairement à conjuguer secteur des pratiques artistiques professionnelles et action sociale. S'ajoute à cela une perspective de revitalisation urbaine. Les projets sont subventionnés sur une base triennale et visent de la sorte une meilleure planification de la démarche de médiation des organismes culturels auprès de clientèles en difficulté. Il suppose, en outre, un partenariat formel avec des organismes communautaires. *Le Théâtre devant soi*, réalisé en partenariat avec la Corporation des Habitations Jeanne-Mance (CHJM), est l'un des 9 projets subventionnés dans ce cadre en 2005-2006.

Nous avons obtenu des informations sur trois autres projets subventionnés : *Terre en Vue*, en association avec le Centre d'amitié autochtone de Montréal, vise une quinzaine de jeunes autochtones vivant en milieu urbain, la plupart au chômage et certains sans-abri; le *Centre des arts actuels Skol*, en association avec le Centre d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne, s'adresse à des adultes de quartiers ouvriers (Saint-Henri et Petite-Bourgogne) en processus d'alphabétisation; les *Filles électriques*, en association avec des maisons d'hébergement, s'adresse aux jeunes femmes sans-abri.

Ces projets, tous plus récents que celui de la MAISON THÉÂTRE, impliquent des artistes professionnels dans des activités d'animation visant la production d'une œuvre par les participants et, parfois, une prestation ou une diffusion publique.

Nous avons examiné plus particulièrement le projet *Vision autochtone de Terre en Vues*, dont la clientèle a plus d'affinités avec celle du *Théâtre devant soi*. Ce projet, qui est aussi soutenu par Emploi-Québec, offre des ateliers de formation en vidéo numérique afin de développer, à court terme, le goût de l'apprentissage chez les participants. Il doit conduire, mais à plus long terme, à la mise sur pied d'un studio permanent de formation en vidéo et en production audiovisuelle. La démarche table sur l'essor de la production audiovisuelle chez les Premières Nations suite à la mise sur pied de la chaîne spécialisée APTN. Lors de notre enquête, le projet n'en était qu'à sa deuxième année d'activité. On n'avait d'ailleurs pas encore réussi à mettre sur pied de véritables cours de formation de techniciens, un objectif qui semble encore plus ou moins lointain.

1.1.2 ACTION CULTURELLE

Comme le précédent, ce nouveau programme s'adresse directement aux organismes culturels professionnels. Il est cependant conçu comme une mesure d'abord incitative visant l'engagement plus actif de nouveaux joueurs qui, issus du milieu artistique professionnel, s'initieraient à la médiation culturelle auprès de publics ciblés,

généralement les enfants et les adolescents, les femmes immigrantes et les néo-Québécois. Ce programme regroupe un plus grand nombre de projets mais à plus petits budgets : 22 projets d'une valeur moyenne de 11 000 \$ contre 9 projets d'une valeur moyenne de 16 000 \$ dans le cas précédent. La plupart de ces projets se financent exclusivement par l'entremise du programme. En 2006, la contribution financière pouvait atteindre 15 000 \$ par projet; un projet pouvait également être réalisé par étapes et s'échelonner sur une période de trois ans, chaque étape étant admissible à une aide financière maximale. Le programme semble viser à multiplier les initiatives nouvelles. Ouvert et exploratoire, il en conserve souvent l'aspect expérimental. Les clientèles cibles sont diverses et ne font pas toujours clairement partie de groupes défavorisés : les jeunes en difficultés, les femmes immigrantes ainsi que les enfants et familles issus de milieux multiethnique ou défavorisé croisent des clientèles scolaires plus générales, ciblées uniquement en fonction de leur appartenance à un groupe d'âge (tout-petits, préadolescents, adolescents, aînés).

Nous avons examiné plus particulièrement huit des 22 projets annoncés en 2005-2006. Le Tableau 3 en schématise les principales caractéristiques. Il s'agit le plus souvent de projets pilotes. De l'avis même des organisateurs, certains ont demandé des ajustements importants en cours de route pour tenir compte des clientèles. Un responsable nous confiait qu'il a fallu ainsi considérer le manque de fidélité de la clientèle adolescente : les mêmes jeunes ne revenant pas comme prévu d'une session à l'autre, les activités durent être modifiées en conséquence. Plusieurs activités sont aussi d'assez courte durée; les artistes ne sont donc pas toujours en mesure de concevoir des activités élaborées. Ajoutons que plusieurs subventions n'ont pas été renouvelées, les activités ayant été jugées non admissibles par le SDC. Ainsi, une activité jugée plus sociale qu'artistique continuera à être subventionnée, mais dans le cadre de programmes relevant du Service du développement social; une autre s'avérera relever davantage d'une aide à la production artistique que d'une aide à la médiation culturelle. Enfin, des projets prévus et subventionnés n'ont pas eu lieu faute d'objectifs clairs et/ou de relais pertinents dans la communauté visée.

Tableau 3
Exemples de projets subventionnés par le programme d'Action culturelle de la Ville de
Montréal, 2005-2006

Nom de l'organisme responsable	Nom de l'activité	Contenu de l'activité	Partenaires ou collaborateurs	Historique du financement	Nombre d'employés/clientèle
CENTRE D'ART ET DE DIFFUSION CLARK (Centre d'artistes)	<i>Contact et création en arts visuels</i>	Atelier de production en petits groupes dans le travail du bois + Rencontres et discussions avec artistes, exposants ou commissaires d'exposition	Maisons de jeunes et écoles secondaires du quartier	Subvention de 3 ans depuis janvier 2004	1 coordonnateur/ 200 à 300 jeunes du Mile-End (objectif visé)
SOCIÉTÉ DE MUSIQUE CONTEMPORAINE DU QUÉBEC (SMCQ)	Le <i>Musicolateur</i>	Atelier de création sonore avec instrument original + Prestation publique à la Maison de la culture Hochelaga-Maisonneuve au printemps 2006	Réseau des maisons de jeunes + Maison de la culture	Subvention ponctuelle au printemps et à l'automne 2006	1 animateur + personnel de soutien administratif/16 jeunes de 12 à 18 ans fréquentant les maisons de jeunes de Verdun, Lachine, Hochelaga-Maisonneuve et Plateau Mont-Royal.
L'ÉCOMUSÉE DE LA MAISON FIER-MONDE INC.	<i>Projet Diasol</i>	Ateliers mobiles en photographie impliquant l'utilisation de <i>camera obscura</i> + 2 conférences de Diasol sur leurs photos prises au Nicaragua + Visites guidées destinées à différents publics	<i>Diasol</i> , groupe de photographes québécois actifs en Amérique centrale et producteur d'une expo réalisée par des enfants (<i>Humanidad : Les enfants travailleurs du Nicaragua</i>)	Subvention de février à juin 2006. Le projet ne sera pas nécessairement reconduit.	2 photographes (Diasol) + 2 employés Écomusée / Communautés latino-américaines + Clientèle scolaire + Jeunes de groupes communautaires, classes de francisation et décrocheurs.
FESTIBLUES	<i>Danse en Blues dans la communauté</i>	Initiation à la danse et à la musique blues + Présentation de performances + Échanges avec artistes lors de <i>Festiblues</i>	Les agents de milieu et les directeurs d'écoles d'Ahuntsic-Cartierville	Subvention 2005, interrompue en 2006 (activités jugées non admissibles). Reçoit maintenant l'aide du programme d'appui aux festivals et du Service du développement social de la Ville.	?/ Jeunes des écoles de Cartierville (préadolescents)
TEESRI DUNIYA THEATRE	<i>A Leaf in the Whirlwind: Workshop</i>	Ateliers suivis d'une lecture publique autour d'une pièce portant sur le thème des femmes et de la guerre. On vise à créer une interaction entre membres de différentes communautés culturelles à partir de la trame de la pièce, à travers des apprentissages en danse et théâtre et par des échanges avec les créateurs du spectacle	Sans objet	Subvention en 2005 non renouvelée en 2006, l'organisme voulant faire soutenir la production de spectacle plutôt que l'activité de médiation	3 artistes du spectacle/ Groupe de participants issus de différentes communautés culturelles (femmes?)
LA MAISON SAINT-GABRIEL	<i>Activités spéciales du dimanche en été à la Maison Saint-Gabriel</i>	Créer un dialogue avec les nouveaux immigrants de l'arrondissement	Sans objet	Soutenu à l'été 2006, le projet n'a pas eu lieu	Une responsable/Jeunes ou familles d'immigration récente de l'arrondissement du Sud-Ouest

Nom de l'organisme responsable	Nom de l'activité	Contenu de l'activité	Partenaires ou collaborateurs	Historique du financement	Nombre d'employés/clientèle
LE THÉÂTRE DE L'ILLUSION (marionnettistes)	<i>Ateliers rencontres avec les artistes</i>	Jeux pour les jeunes spectateurs conçus en relation aux spectacles de la troupe, en vue de développer un espace intimiste, une rencontre « informelle » et un contact récurrent hors spectacle + Rencontres avec les parents	Sans objet	Annoncée pour 2005-2006, l'activité ne sera testée qu'en février 2007. À l'automne 2006, le SDC n'avait encore eu aucune nouvelle des organisateurs qu'il comptait relancer en décembre.	? / Jeunes spectateurs (tout-petits) et leurs parents
LE THÉÂTRE LES DEUX MONDES	<i>La croisée des chemins</i>	Production d'un spectacle-animation de nature intergénérationnelle et multiethnique	Écoles de l'arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension	L'expérience a donné lieu à la création d'un spectacle qui, sous un nouveau nom (<i>La croisée des mots</i>), est maintenant inscrit au répertoire du théâtre et connaîtra une série de représentations à Montréal et à Québec la saison prochaine.	?

1.1.3 ENTENTES DE PARTENARIAT

Ces Ententes sont présentées comme « hors programme ». Elles garantissent en réalité des enveloppes annuelles récurrentes qui visent à confirmer des partenariats spécifiques avec des organismes culturels dotés de compétence et d'expérience reconnues en matière de médiation culturelle. Seuls trois organismes en sont bénéficiaires, dont la MAISON THÉÂTRE pour son programme *Découvertes théâtrales* (25 000 \$). Bien que cette subvention soit très inférieure à celles accordées aux deux autres bénéficiaires, le seul fait d'en obtenir une équivaut en fait à une confirmation de la crédibilité de la Maison Théâtre auprès du SDC.

Les deux autres bénéficiaires sont la *Société des musées montréalais* (SDMM, 65 000 \$) et *Montréal Arts Interculturels* (MAI, 100 000 \$).

L'Entente avec la SDMM regroupe une série d'initiatives de médiation, mais entendue au sens très large dans la mesure où les activités s'adressent à l'ensemble de la collectivité montréalaise : animations spécialisées auprès des jeunes, Journée des musées montréalais, consolidation de la Carte musées Montréal, Entente avec Tourisme Montréal et Tourisme Québec.

L'Entente avec le MAI vise pour sa part à déléguer à cet organisme « partenaire » la tâche de tisser des liens fonctionnels avec des organismes et des artistes issus des communautés culturelles dans une perspective de professionnalisation. Le MAI a ainsi

plus précisément pour tâche d'identifier et d'accompagner ceux, parmi les organismes et artistes, qui offrent « un fort potentiel de professionnalisation ». On prévoit notamment des activités de mentorat.

1.1.4 MÉDIATION CULTURELLE DES ARRONDISSEMENTS MONTRÉALAIS

Ces projets sont menés directement par les services municipaux à l'échelle des arrondissements. Les maisons de la culture, les centres de loisirs ou les bibliothèques municipales en sont donc généralement les maîtres d'œuvre. Les projets sont soumis directement par les arrondissements. En 2005-2006, 15 des 19 arrondissements se sont prévalus du programme. La plupart de ces projets, entièrement financés par ce seul programme, veulent favoriser l'apprentissage culturel de clientèles scolaires formées de jeunes adolescents. Toutefois, plusieurs ciblent également les différentes communautés culturelles dans une perspective de « développement » de nouvelles clientèles. De plus, une partie du programme est réservée à des opérations ciblées dans des quartiers sensibles identifiés par les arrondissements (dans le cadre du *Programme de revitalisation urbaine intégrée*) et vise à appuyer de la sorte les efforts de la Ville en matière de lutte à la pauvreté. L'arrondissement Ville-Marie contribuait à *Théâtre devant soi* dans le cadre de ce programme en 2005-2006.

Compte tenu des informations disponibles, mais aussi des affinités avec le programme *Destination théâtre* de la Maison Théâtre, nous avons examiné plus particulièrement deux des 26 projets subventionnés en 2005-2006 : *Initiation à la culture québécoise* (Ahuntsic/Cartierville) et *Parcours culturels* (Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension). Ces deux projets, sans être représentatifs de l'ensemble des projets subventionnés, impliquent en effet, comme *Destination théâtre*, une démarche pédagogique de sensibilisation des familles néo-québécoises à la culture québécoise par l'accès aux ressources culturelles de proximité. Également, ils partagent une même perspective à plus long terme de « développement de public ».

Initiation à la culture québécoise est un projet fort récent (janvier 2006), mais qui dispose déjà d'une programmation structurée. Il est confié par l'arrondissement à l'organisme *Concertation-Femmes* du quartier dont la directrice est néo-québécoise, et il dispose de deux autres employés. Le projet s'adresse d'abord aux femmes immigrantes de l'arrondissement — qu'on souhaite encourager à s'engager pleinement dans la vie culturelle québécoise —, mais vise aussi à travers elles l'ensemble de leur famille. L'activité veut offrir une initiation à l'ensemble des disciplines artistiques par des conférences, des visites (expositions, lieux patrimoniaux, studio de télévision), des sorties culturelles (théâtre, musique, cinéma), des ateliers (lecture, écriture, peinture, danse traditionnelle), des visionnements de films, des discussions. L'activité est

échelonnée de février à novembre, chaque mois étant consacré à une discipline particulière : arts visuels, théâtre, édition et littérature, muséologie, patrimoine, danse, cinéma et vidéo, musique, télévision et médias. Une conférence sur l'histoire du secteur concerné précède une sortie et/ou un atelier.

Parcours culturels, à sa deuxième année dans Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension, avait déjà été offert, et l'est encore, par d'autres arrondissements, notamment Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce et Ahuntsic/Cartierville. Le projet s'adresse aux adolescents des maisons de jeunes et aux adultes des centres d'alphabétisation et des centres de liaison multiethniques. Il leur offre la possibilité de découvrir le quartier pour en repérer les ressources culturelles à travers divers parcours dans l'arrondissement. Des visites, des rencontres et des animations avec des artistes et des organismes culturels sont prévues sur les lieux de production, par exemple à la Cité des arts du cirque, à la Maison de la culture, au Théâtre Bouches Décousues, au Conservatoire de danse moderne de Montréal. Un tel projet aurait sans doute sa place dans l'arrondissement Ville-Marie, et son éventuel Quartier des spectacles.

1.1.5 DIFFUSION DU PATRIMOINE

Depuis 1995, la Ville et le MCCQ soutiennent d'un commun accord les activités de diffusion des organismes montréalais en patrimoine. Le programme vise l'ensemble de la population montréalaise et des visiteurs dont on souhaite accroître les connaissances du secteur. Aucun des projets dont nous avons pu prendre connaissance (sept sur 22) ne relève à notre avis de la médiation culturelle au sens strict, mais plutôt d'activités conventionnelles de diffusion.

1.2 La mesure d'Accès aux ressources culturelles du Programme de soutien à l'école montréalaise du Gouvernement du Québec

Créé en 1997 par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), le *Programme de soutien à l'école montréalaise* (PSÉM) vise plus d'une centaine d'écoles issues des milieux les plus défavorisés de l'île de Montréal. Cinq commissions scolaires et plus de 40 000 élèves sont ainsi touchés annuellement. L'objectif est d'apporter un soutien à la réussite personnelle et à celle des apprentissages chez les élèves de ces milieux. Le programme comporte sept mesures, la cinquième concernant précisément l'*Accès aux ressources culturelles*². Cette mesure spécifique vise à développer le goût des arts et des sciences chez les enfants des milieux visés, dans une perspective de développement de la motivation et de la créativité. On cherche également par là à

² Pour une description de ces mesures, voir MÉLS, 2005.

encourager la fréquentation des lieux culturels. De la sorte, on vise aussi à favoriser une meilleure intégration des élèves et des familles de néo-Québécois à la société québécoise.

Cette mesure vise d'abord à enrichir l'acte pédagogique en créant des liens entre l'enseignement donné en classe, les objets de la culture et les spécialistes de ces domaines. Elle favorise ainsi la concertation entre les écoles et les organismes artistiques, culturels et scientifiques. La mesure implique un partenariat avec plus de 70 organismes culturels ou scientifiques. Elle bénéficie en 2006-2007 d'un budget de 2 M \$. Ce budget a d'ailleurs doublé depuis 5 ans. Les activités offertes s'adressent à tous les cycles du primaire et au préscolaire.

La mesure comporte deux volets. L'un, obligatoire — *Jeune public* —, est offert à toutes les écoles ciblées. Il implique au moins une visite d'un lieu culturel de l'île de Montréal (reconnu par le MCCQ) ainsi que l'assistance à une animation ou à un spectacle. Un montant de 800 000 \$ est prévu pour les organismes partenaires dispensateurs des activités. Toutes les écoles cibles et les écoles en transition ont droit à une allocation équivalant à 20 \$ par élève pour l'année en cours. Ce budget n'est pas transférable à une autre mesure ni à une année subséquente. Il appartient à l'école de partager la somme en tenant compte des priorités du milieu. L'autre volet — *Modèles novateurs* — est facultatif. Il veut donner lieu à des projets pédagogiques de plus longue durée, c'est-à-dire de 1 à 4 mois, et cherche à avoir des impacts plus en profondeur dans le milieu. Ce volet est conçu comme une incitation à la réalisation de projets sur mesure, plus intégrés à l'école, favorisant une meilleure articulation des milieux scolaires, culturels et familiaux. On recherche notamment une participation active des parents; les écoles ont également la possibilité de présenter leurs propres projets. Ces activités impliquent une collaboration des plus étroites entre le MELS et le MCCQ. Ce volet bénéficiait d'un budget de 1,25 M \$ en 2006-2007. *Découvertes théâtrales* est offert aux écoles dans le cadre du premier volet alors que *Destination théâtre en famille* est offert dans le cadre du second volet. De plus, une activité conjointe de la Maison Théâtre avec les *Petits bonheurs — la Petite scène* — est également offerte par le PSÉM dans le cadre de ce second volet.

Pour les deux volets, l'école ciblée doit établir sa planification annuelle à partir de répertoires mis à sa disposition par le MELS, à la fin de l'été pour le volet 1, et en septembre pour le volet 2. Nous avons examiné ces deux répertoires pour l'année scolaire 2006-2007 (MELS 2006 a, b et c). On trouvera ces répertoires en annexe.

1.2.1 *VOLET JEUNE PUBLIC*

Ce volet donne lieu en 2006-2007 à 303 activités différentes. À cela, s'ajoute la gestion par le PSÉM des subventions de fondations privées. Le répertoire de ce volet comporte trois blocs d'activités répartis entre les domaines des arts, de l'univers social et des sciences. Les écoles sont par ailleurs invitées à établir une planification permettant un équilibre de ces trois domaines.

Le Bloc Art compte le plus grand nombre d'établissements participants (40); les deux autres regroupent un peu plus d'une vingtaine d'établissements chacun. Notons que certains établissements offrent des activités dans plus d'un domaine. Le tableau 4 présente une analyse de ce Bloc Art par domaine disciplinaire. Rappelons que pour ce volet, la mesure d'accès permettait aux écoles ciblées de choisir parmi neuf des spectacles de la programmation annuelle de la Maison Théâtre.

Tableau 4
Répertoire du Bloc Art, volet Jeune public, Mesure d'accès aux ressources culturelles,
Programme de soutien à l'école montréalaise, 2006-2007

Domaines artistiques de l'établissement	Organisme culturel participant	Nombre d'activités différentes offertes	Possibilité d'accueil (minimum)	Groupes cibles	Nature des activités
Arts plastiques et expositions d'arts visuels	Centre canadien d'architecture (français et anglais)	5	240	4 cycles	5 programmes spéciaux d'animation pour jeune public (ateliers, visite, échanges, etc.)
	Centre des arts Saydie-Bronfman (français et anglais)	1	130	4 cycles	Ateliers d'art et visite guidée de la galerie
	Centre international d'art contemporain (français et anglais)	1	25/30	1 (3 ^e cycle)	Visite guidée
	GRAFF	1	12/20	3 cycles (primaire)	Initiation à l'estampe et visite de l'expo en cours
	Musée d'art contemporain (français et anglais)	3	100/110	4 cycles	3 visites d'expos en cours et 1 atelier
	Musée des beaux-arts (français et anglais)	10	1 200	4 cycles	Visites d'initiation au musée et ateliers en relation aux expositions
	Musée du Château Dufresne (français et anglais)	2	60	4 cycles	Animation pédagogique par une visite de la maison, atelier et initiation à l'histoire des styles
	Musée de Lachine (français et anglais)	2	illimité	4 cycles	Rallye sculpture dans le parc d'art public, avec ou sans guide, matériel d'accompagnement et atelier
	Musée des maîtres et artisans (français et anglais)	6	330	4 cycles	Films, démonstrations, atelier créatif et guides pédagogiques
	Musée Marc-Aurèle Fortin	1	60	3 (cycles du primaire)	Les moments clés de la vie du peintre à travers la bande dessinée (visite et atelier) + expo et concours
	Musée Redpath (français et anglais)	1	60	4 cycles	Visite/animation avec des guides (histoire naturelle et ethnographie)
	Musée régional de Vaudreuil-Soulanges	1	60	4 cycles	Visite/Animation et jeux
	Musée Stewart au Fort de l'île Sainte-Hélène (français et anglais)	4	Variable	4 cycles	Ma journée en Nouvelle-France, exploration historique par le musée et Biosphère
Musique	L'Arsenal à musique (français et anglais)	3	1 050	4 cycles	Spectacles + improvisation avec le public + multimédia
	Atelier du conte en musique et en images (français et anglais)	2	60	2 (préscol. et 1 ^{er} c.)	Contes musicaux + visite du site patrimonial + animation
	Ensemble Amati	4	?	3 cycles (primaire)	Animation musicale et concerts
	Jeunesses musicales du Canada	1	100	4 cycles	Animation musicale, concert et échanges
	La Nef (+ Musée des artisans)	1	60	1 (2 ^e cycle)	Animation musicale sur le thème des artisans du Moyen-âge, ateliers, matériel pédagogique
	Le Moulin à Musique (français et anglais)	2	450	4 cycles	Spectacles de Théâtre musical + ateliers préparatoires ou discussions après le spectacle

Domaines artistiques de l'établissement	Organisme culturel participant	Nombre d'activités différentes offertes	Possibilité d'accueil (minimum)	Groupes cibles	Nature des activités
	Orchestre métropolitain de Montréal	2	1 500	3 cycles (primaire)	Ateliers d'animation musicale et 3D + théâtre musical
	Orchestre symphonique de Montréal (français et anglais)	2	6 000	4 cycles	Spectacle de théâtre musical commenté
Théâtre	Eldorado Théâtre	2	240	4 cycles	Spectacles interactifs, cahier pédagogique, causerie
	Festival Les Coups de Théâtre (français et anglais)	12	1 420	4 cycles	Spectacle
	Maison Théâtre	9	2 450	4 cycles	Spectacles
	Salle Pauline-Julien	7	2 545	4 cycles	Spectacles (théâtre et théâtre musical jeune public)
	Théâtre de quartier (français et anglais)	1	indéterminé	2 (préscol. et 1 ^{er} c.)	Spectacle
	Youtheatre (anglais)	1	120	3 cycles (primaire)	Spectacle et guide pédagogique
Cinéma	Cinémathèque québécoise	1	60	1 (3 ^e cycle)	Visite, atelier et projection de films d'animation + projet l'élève critique
	Cinérobthèque de l'ONF (français et anglais)	7	370	3 (cycles du primaire)	Initiation à l'animation, découverte du lieu, projections sur mesure, échanges
	Vues d'Afrique	1	?	4 cycles	Matinées Ciné-Jeunesse, projections et échanges avec les créateurs et acteurs (africains et créoles)
Cirque	École de cirque de Verdun	3	25/120	4 cycles	2 ateliers d'initiation + 1 spectacle
	Les Vivaces, coopérative de solidarité	1	30	2 (1 ^{er} et 2 ^e cycle)	Initiation au cirque social et visite de la Caserne (culture, loisir et société)
	Tohu	2	110	2 (2 ^e et 3 ^e cycle)	Ateliers et visites guidés de la Tohu et du complexe environnemental Saint-Michel
Danse	Grands Ballets Canadiens de Montréal (GBCM)	1	illimité	2 (1 ^{er} et 2 ^e cycle)	Matinée réservée aux élèves du primaire. Extraits de spectacles courants commentés et matériel pédagogique
	Tangente	1	60/90	4 cycles	Atelier, spectacle et échange
Littérature	Grande bibliothèque	4	125	4 cycles	Éveil à la lecture, animations littéraires, initiation à la recherche documentaire, visite commentée et interactive
Variété	École secondaire Saint-Luc	1	700	1 (3 ^e cycle)	Spectacle de style « Broadway » par la troupe de l'école
Autres	Club de minéralogie de Montréal	1	30	2 (2 ^e et 3 ^e cycle)	Visite guidée et atelier
	Commission de la capitale nationale	1	?	2 (2 ^e et 3 ^e cycle)	Visite guidée de la capitale, arts et événements historiques
	Jardin botanique (français et anglais)	5	180	3 (cycles du primaire)	Animations initiation à la culture autochtone et chinoise

Il ressort de l'analyse que la plupart des organismes participants offrent des activités aux élèves du préscolaire (maternelle) et des 3 cycles de classe primaire. Sur le plan du nombre d'établissements représentés selon le secteur artistique, celui des arts visuels et des musées domine sensiblement, avec treize établissements, suivi par la musique (qui présente d'ailleurs presque essentiellement du « théâtre musical ») et par le théâtre, avec respectivement huit et six établissements chacun. Toutefois, en prenant en compte le nombre d'activités offertes et les possibilités d'accueil par établissement, le domaine du théâtre tend à combler l'écart, et d'autant plus si on y adjoint les activités de théâtre musical offertes par les organismes du secteur de la musique. Le Festival Les Coups de Théâtre, la Maison Théâtre, la salle Pauline-Julien, le Théâtre de quartier et Youtheatre offrent 30 activités différentes aux élèves des quatre cycles, contre 38 pour le secteur arts visuels/musées; les organismes musicaux offrent quant à eux une autre quinzaine d'activités de type théâtre musical, impliquant textes et comédiens. On ne dispose pas des taux réels de fréquentation des activités offertes. Des possibilités d'accueil minima ont néanmoins été calculées en fonction du nombre d'élèves accueillis par activité offerte, en faisant l'hypothèse que chaque organisme présentera au moins une fois chacune des activités décrites. Il ressort alors que les jauges du domaine de la musique et du théâtre sont sensiblement plus élevées que celle des arts visuels, musées et centres d'exposition.

Le Tableau 5 présente une description fine de l'offre comportant le plus d'affinités avec les activités actuelles de la Maison Théâtre : outre celle des autres organismes de théâtre, on trouvera celle des organismes du secteur musical ainsi qu'une activité de cirque (social) qui nous semblait spécialement intéressante.

Tableau 5
Volet Jeune public, 2006-2007,
Exemples d'activités comparables

Organismes artistiques	Titre des spectacles ou activités	Contenu de l'offre
L'Arsenal à Musique (français et anglais)	1- <i>Le carnaval des animaux</i> (Camille Saint-Saëns)	Duo de pianistes et duo de comédiens-marionnettistes, à la Place des Arts
	2- <i>L'usine des sons</i> (création)	Spectacle interactif avec duo de musiciens et sculptures sonores de Baschet (impro), à la Place des Arts
	3- <i>Le Petit Prince</i> (Saint-Exupéry), Prix Opus Jeune public 2000, CQM	Spectacle multimédia (musique, narration, projection d'images animées)
Atelier du conte en musique et en images (français et anglais)	1- <i>Les deux colombes</i>	Conte musical du Moyen-âge avec un musicien (instruments d'époque) et une marionnettiste dans le grenier de la Maison du Pressoir + visite du site historique et pique-nique
	2- <i>Le petit homme aux cheveux roux</i>	
Ensemble Amati	1- <i>Les matinées : Cent ans de magie</i> , autour de Walt Disney	Animation humoristique avec orchestre et animateur permettant de jouer le rôle du chef d'orchestre + guide pédagogique et possibilité d'inclure la chorale de l'école
	2- <i>Les matinées : Cordes en fêtes</i> , thème du temps des fêtes	
	3- <i>Les matinées : Le monde merveilleux des cordes II</i>	

Organismes artistiques	Titre des spectacles ou activités	Contenu de l'offre
	<i>4- Les amatinées : Musiques du monde</i>	
Jeunesses musicales du Canada	1- Escapade musicale, concerts jeune public à la maison des JMC	Série de concerts animés ou théâtraux et échange avec les musiciens
La Nef	2- Animation musicale au Musée des maîtres et artisans du Québec	Théâtre musical avec deux musiciennes à travers le site du Musée; reconstitutions historiques des corporations du Moyen-âge + atelier de création
Le Moulin à Musique (français et anglais)	1- <i>Garde-robe</i> (Joël da Silva), dans deux maisons de la culture 2- <i>Un violon sur l'épaule</i> , Prix Opus 1997	Théâtre musical avec deux interprètes et divers instruments + ateliers préparatoires à l'école Conférence humoristique de Madame Violon avec son fidèle accompagnateur + cahier pédagogique préparatoire + échanges avec les enfants
Orchestre Métropolitain du Grand Montréal	1- <i>La nature et la musique</i> 2- <i>Autour du monde avec Tintin</i> 3- <i>Tableaux d'une exposition</i> (Moussorgski) à la Place des Arts	Atelier musical conçu et animé par un violoniste musicologue, auteur de livres pour enfants sur la musique Adaptation et animation 3D
Orchestre symphonique de Montréal (français et anglais)	1- <i>Le XX^e siècle : Quand tout est possible</i>	Concert commenté offrant un panorama de la musique au 20 ^e siècle, avec 1 comédien et 2 musiciens, à la Place des Arts
Eldorado Théâtre	1- <i>L'or bleu</i> 2- <i>Métamorphose</i> , sur le thème de la peur, du changement, de la vie et de la mort	Spectacle interactif avec marionnette et cahier pédagogique Causerie, processus de création interactif et cahier pédagogique
Festival Les Coups de Théâtre (français et anglais)	12 spectacles différents, québécois et de l'étranger (France, Italie, Allemagne, Norvège) dans le cadre du Festival, à l'Usine C, Espace libre et 2 maisons de la culture	
Maison Théâtre	9 spectacles de la programmation annuelle	Voir Étude 1 pour la description des activités
Salle Pauline-Julien	7 pièces de théâtre et de théâtre musical	Diffusion de spectacles pour enfants créés à Montréal et au Québec
Théâtre de quartier (français et anglais)	<i>Les petits orteils</i> (L.-D. Lavigne)	-
Youtheatre (anglais)	<i>The New Mother</i> (Kathleen McDonnell), Théâtre Calixa-Lavallée	Cahier pédagogique
Les Vivaces, coopérative de solidarité	<i>Projet Lixivia</i> , sur le développement durable, cirque social	Expérience artistique et scientifique avec marionnette et acteurs + Initiation au cirque social. À la Caserne 18-30, lieu culturel, sportif et social visant l'amélioration des conditions de vie des jeunes citoyens.

1.2.2 VOLET MODÈLES NOVATEURS

Le second volet offre quant à lui 43 activités dont plus de la moitié (25) dans les deux langues officielles. Si la plupart des activités sont offertes par des organismes culturels professionnels, dont une majorité du secteur des arts, trois d'entre elles relèvent directement de l'initiative du milieu scolaire : *Parents accompagnateurs*, *Projet culturel issu de l'école* et *Jeune public spécial*. Parmi les activités offertes dans le répertoire, nous en avons retenu 18 directement comparables avec les activités de la Maison Théâtre, compte tenu soit du secteur (théâtre, théâtre musical, danse théâtre), soit du contenu de l'activité (impliquant des acteurs ou un jeu théâtral). Nous avons également retenu deux activités initiées directement par le milieu scolaire, mais pouvant impliquer

des organismes culturels. Les fiches du répertoire *Modèles novateurs* sont beaucoup plus détaillées que celles du précédent. On y trouve notamment la description de toutes les étapes du processus mis en œuvre pour chaque activité dont les durées peuvent être très variables, s'échelonnant de 1 à 4 mois selon les cas.

Tableau 6
Volet *Modèles novateurs*, 2006-2007,
Exemples d'activités comparables

#	Organismes	Titre de l'activité	Clientèle cible	Contenu de l'activité
1	Radio Centre-Ville Centre des sciences de Montréal	<i>L'élève animateur de radio : Radio enfant en direct</i>	Primaire 3 ^e cycle	Préparation et diffusion d'une émission de radio en direct par les élèves
2	Salon du livre Maison de la culture	<i>L'élève lecteur, critique et auteur</i>	Primaire 2 ^e et 3 ^e cycles	Production et diffusion d'une œuvre inspirée de lecture d'auteurs rencontrés au Salon du livre (littéraires ou scientifiques) et visite de l'auteur en classe pour orienter la production (peut impliquer des mises en scène de théâtre)
3	Vues d'Afrique Musée d'histoire du Sault-au-Récollet Moulin à Musique	<i>Contes et culture</i>	Primaire 2 ^e et 3 ^e cycles	Série de rencontres avec un conteur québécois et un conteur africain, recherches documentaires et sonores débouchant sur la production collective d'un conte contemporain pouvant être présentée au festival VUES D'AFRIQUE
4	Les Coups de Théâtre Bibliothèque nationale du Québec Urbi et Orbi	<i>Les petits urbains</i>	Primaire 1 ^{er} cycle	Initiation à la lecture, l'écriture, le théâtre et les arts plastiques par l'univers du conte. Implication des employés de la BNQ, d'un auteur-comédien, d'un spectacle (<i>Les petits urbains</i>). Deux ateliers d'écriture d'un conte en classe avec l'auteur-comédien au cours de l'année avec les enseignants. Lecture publique des contes par des comédiens professionnels.
5	Petits bonheurs Maison Théâtre Maison de la culture Maisonneuve	<i>La petite scène</i>	Pré-scolaire	Formation et création théâtrale avec la Maison Théâtre et sortie à un spectacle à la Maison Théâtre, débouchant sur une diffusion dans le cadre de l'événement les PETITS BONHEURS suivi d'une évaluation du projet
6	Maison Théâtre	<i>Destination théâtre en famille</i>	Primaire 1 ^{er} , 2 ^e et 3 ^e cycles	Voir Étude 1 pour la description de l'activité
7	Les Coups de Théâtre Cas public	<i>Journal intime</i>	Primaire 3 ^e cycle	Initiation en classe au rôle de chorégraphe par la création d'un spectacle de danse sur le thème de l'amour, impliquant direction de danseurs professionnels. Représentation particulière de <i>Journal intime</i> (H. Blackburn) pour ces enfants. Production de la création chorégraphique des enfants par 4 danseurs dans les écoles participantes. Ateliers en classe et guide pédagogique.
8	Diasol (ateliers de photographie) Centre d'histoire de Montréal Écomusée du fier monde Musée McCord	<i>Photographier son milieu de vie</i>	Primaire 3 ^e cycle	Développement des compétences dans les domaines des arts, du social et des sciences. Ateliers photo, prises de vue extérieures, voyage historique à travers la ville. Exposition dans le Hall d'entrée de l'hôtel de ville.
9	Vues d'Afrique	<i>Promotion interculturelle</i>	Pré-scolaire et primaire	Journée ou semaine interculturelle organisée par les écoles en collaboration avec VUES D'AFRIQUE, ateliers animés par des artistes, expositions interactives, contes, danse, cinéma.

#	Organismes	Titre de l'activité	Clientèle cible	Contenu de l'activité
10	Musée d'art contemporain Musée des beaux-arts Centre canadien d'architecture	<i>L'approche orientante et les lieux culturels</i>	Primaire 1 ^{er} , 2 ^e et 3 ^e cycles	Visites de lieux culturels en vue de découvrir les différents métiers et professions de ces lieux.
11	Les Fonds de Noël des GBCM	<i>Casse-Noisette</i>	Primaire 1 ^{er} , 2 ^e et 3 ^e cycles	Préparation au spectacle par : 1) production d'une série de tableaux par les enfants avec une artiste sur le thème le ballet et le conte; 2) production de poèmes collectifs avec illustrations; 3) visite de ballerines en classes.
12	Centre des auteurs dramatiques Théâtre Bouches Décousues Conseil des arts de Montréal	<i>Lire, rêver, jouer et danser : Les Flaques</i>	Primaire 2 ^e et 3 ^e cycles	Théâtre et danse. Lecture et discussion entre les élèves et les trois comédiens, l'auteur et le metteur en scène de la pièce <i>Les flaques</i> . Ateliers avec les acteurs, danseurs, musiciens et chorégraphes pour mesurer le passage de l'écrit à la scène. Lecture de pièces en classe et sortie au spectacle lors de Coups de théâtre.
13	Opéra de Montréal	<i>Une soirée à l'opéra</i>	Primaire 3 ^e cycle	Préparation au spectacle <i>Monde de la lune</i> de Haydn avec un musicologue. Atelier d'initiation à l'opéra en général et au spectacle particulier avec un maestro et une diva. Spectacle.
14	Radio Centre-Ville École de cirque de Verdun Cosmodôme Folie Technique Guêpe (nature et environnement)	<i>Camps culturels d'été</i>	Primaire 1 ^{er} , 2 ^e et 3 ^e cycles	Pour les élèves les plus motivés ayant participé à l'une des activités Modèles novateurs au cours de l'année. Avec un des partenaires mentionnés.
15	Théâtre Bouches Décousues	<i>La couturière</i>	Préscolaire et 1 ^{er} cycle	Découverte du théâtre et des arts visuels par l'entremise de la pièce, avec une animatrice comédienne à l'école et un peintre dans son atelier (où les parents et grands-parents sont invités). Fabrication de courtoises débouchant sur une exposition où tout le monde est invité. Le métier de couturière comme prétexte aux thèmes de la récupération, transformation, réparation.
16	Maison de la culture Maisonneuve	<i>Petits Bonheurs, le rendez-vous culturel des tout-petits</i>	Préscolaire et 1 ^{er} cycle	Spectacles et ateliers pour les 0-6 ans mêlant milieu culturel et social, favorisant les contacts entre enfants, parents, artistes et professionnels, et visant des milieux défavorisés.
17	Théâtre de la Pire Espèce Salle Pauline-Julien Conseil des arts de Montréal	<i>La chanson de Roland</i>	Primaire 3 ^e cycle	Conception d'une pièce de théâtre (en préparation)
18	Bouge de là (danse) Conseil des arts de Montréal Arrondissements (Lachine et Montréal-Nord)	<i>Bouge de là en création</i>	Primaire 1 ^{er} cycle	Adaptation par les enfants avec un chorégraphe du conte littéraire <i>Vieux Thomas et la petite fée</i> (D. Demers) en une histoire dansée. Présentation des métiers de danseur et chorégraphe dans un théâtre de l'arrondissement. Ateliers en classe avec les profs. Diffusion du spectacle à l'école.
Projets issus du milieu				
19	Tout partenaire intéressé	<i>Parents accompagnateurs</i>	Préscolaire et primaire	Possibilités offertes aux parents d'accompagner leurs enfants lors de sorties culturelles artistiques et scientifiques offertes dans le répertoire <i>Jeunes publics</i> .
20	Écoles Organismes culturels à déterminer	<i>Projet culturel issu de l'école</i>	Préscolaire et primaire	Projets issus des écoles en collaboration avec un lieu culturel. Doit permettre l'enrichissement de l'acte pédagogique en créant des liens entre apprentissage à l'école et vie culturelle parascolaire.

1.2.3 L'ÉVALUATION DE LA *MESURE D'ACCÈS AUX RESSOURCES CULTURELLES*

La *Mesure d'Accès aux ressources culturelles* a fait l'objet d'évaluation à diverses reprises par le Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante (CRIFPE) de l'Université de Montréal. Une évaluation spécifique de six projets novateurs à teneur scientifique, touchant 12 classes de 25 élèves, était notamment en cours au moment de clore notre enquête³. Nous avons quant à nous pu prendre connaissance d'un rapport synthèse portant sur la période 1998-1999/2001-2002 (Karsenti et Tardif). Cette évaluation des deux volets avait pour objectif de recueillir la perception des enseignants face à la mesure et plus particulièrement leur degré de satisfaction et leur opinion sur la réalisation des grands objectifs de chacun des deux volets.

Plusieurs méthodes ont été utilisées : pour le premier volet, une enquête par questionnaire auprès de 1 200 enseignants participants a été conjuguée à une enquête en ligne auprès des organismes culturels; pour le second, des entretiens individuels et des groupes *focus* ont été menés conjointement à une enquête en ligne auprès de 200 enseignants. Ces données ont par la suite été traitées par analyse statistique.

Pour la période étudiée, il ressort que plus de 350 000 élèves ont participé au modèle *Jeune public*, et près de 125 000 aux *Modèles novateurs*. Ce dernier modèle aurait également mobilisé quelque 2 293 intervenants (enseignants, acteurs du milieu, conseillers pédagogiques, etc.). Globalement, les deux volets reçoivent un fort appui du monde enseignant et des organismes culturels. La forte majorité souhaite voir se multiplier ce type d'intervention. Nous résumerons néanmoins ici les résultats des deux évaluations en insistant davantage sur les correctifs suggérés par l'évaluation.

1.2.4 L'ÉVALUATION DU VOLET *JEUNE PUBLIC*

L'enquête auprès des enseignants démontre un désir de voir se diversifier davantage les sorties et de voir augmenter celles qui demandent une participation active des élèves. Les enseignants souhaiteraient également recevoir plus d'information sur l'offre, et la recevoir plus tôt. Les sorties adressées aux plus jeunes du préscolaire devraient être mieux ciblées. Le Répertoire apparaît comme un instrument de gestion indispensable, mais qui, à l'époque, aurait pu encore être amélioré. Il faudrait également améliorer les services de réservation et les heures de spectacle. Les enseignants constatent l'influence positive de la mesure comme moyen de sensibilisation, d'approfondissement, de motivation et de bonne socialisation (respect). En revanche, ils en perçoivent mal l'impact sur l'intégration des élèves des communautés culturelles et sur la réussite

³ Les résultats en seront dévoilés le 19 mars 2007 à la Grande Bibliothèque.

éducative en général. Comme le soulignent les chercheurs, ce type d'impact reste impossible à cerner à court terme et nécessite plutôt une étude de type longitudinal, fort onéreuse en temps et en budget.

Certaines divergences de perception ressortent par ailleurs entre les enseignants et les vingt-quatre organismes culturels interrogés. Ainsi, ces derniers croient très majoritairement que leurs activités favorisent l'intégration des élèves issus de communautés néo-québécoises. Ils sont en revanche moins souvent satisfaits de leur comportement; de fait, ces élèves ne témoigneraient pas toujours de respect. La majorité souhaiterait également un engagement accru des enseignants (et à un moindre degré des parents) lors des visites. L'évaluation recommande enfin, sur la base des réponses des organismes, qu'une meilleure information sur le PSÉM soit diffusée auprès de ces partenaires culturels, afin que ceux-ci adaptent leurs activités aux objectifs du programme.

1.2.5 LE VOLET *MODÈLES NOVATEURS*

L'évaluation de ces modèles ne porte que sur les enseignants. L'étude démontre leur forte motivation à intégrer ces modèles à leurs pratiques pédagogiques ainsi qu'une volonté généralisée d'allier école et culture. La lecture du répertoire ressort comme un facteur crucial d'incitation à participer au programme. La présence d'artistes ou d'intervenants en classe ressort également comme un attrait majeur de ce volet pour les enseignants. Plusieurs regrettent cependant de ne pas pouvoir participer de façon répétée sur plusieurs années. L'une des principales recommandations de l'étude sera précisément d'évaluer la possibilité de faire participer à plusieurs reprises les mêmes enseignants à différents projets du volet sur plusieurs années.

Le programme semble avoir une influence importante sur l'évolution des pratiques pédagogiques des enseignants, donnant lieu à des apprentissages transférables hors du contexte scolaire. La plupart constatent de plus une influence positive de ces modèles sur la motivation et l'intérêt des élèves, notamment en ce qui a trait au développement du goût de la lecture et de l'écriture. Ils y voient aussi un facteur favorable au développement de compétences artistiques et communicationnelles, qui ne sont pas directement reliées aux matières et savoirs scolaires : expression, communication, découverte, ouverture, tolérance et sentiment esthétique. C'est de ce point de vue multiple que les activités semblent les plus fertiles. Cependant, la discipline (ou le respect) n'est pas toujours au rendez-vous; plusieurs déplorent à cet égard la trop courte durée des projets, qui ne permet pas d'en évaluer l'impact sur le développement du respect. Il reste aussi un certain nombre de divergences quant à l'effet de ce modèle sur l'intégration des élèves des communautés culturelles, une fraction importante étant

partagée à cet égard. On reproche parfois au programme de négliger certaines clientèles, de mettre de côté certaines disciplines ou domaines de connaissances et d'être difficile à gérer à cause de lourdeurs administratives ou de la taille des groupes. Une autre recommandation importante de l'étude est de créer d'autres projets « novateurs » plus spécifiques à certaines clientèles d'élèves ou certaines matières scolaires.

La synthèse consultée ne permet malheureusement pas de prendre en compte l'hétérogénéité des réponses aux différentes questions.

2. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

La situation montréalaise est en phase avec les tendances les plus récentes à l'échelle internationale. Celles-ci traduisent en effet une évolution marquée des pratiques en matière d'accès à la culture et de développement des publics d'art. Cette nouvelle conjoncture se caractérise notamment par la montée du thème de la « diversité culturelle » avec ses enjeux associés d'inclusion sociale et de médiation culturelle (et interculturelle). Elle est aussi portée par une pression de nature plus strictement économique, exercée sur les organismes artistiques, qui les amène à rechercher de nouveaux publics. Cette conjoncture est enfin conditionnée par une tendance à la « décentralisation culturelle » favorable à l'intervention accrue des pouvoirs locaux en matière de culture. Outre les municipalités et autres gouvernements régionaux, il faut compter ici l'ensemble des relais institutionnels qui s'exercent à l'échelle inframunicipale, des autorités scolaires, services de santé, entreprises d'économie sociale et autres groupes sociaux organisés, avec lesquels les organismes artistiques traditionnels sont amenés à développer des relations plus soutenues. Cette tendance à la décentralisation se conjugue par ailleurs à un regain d'intérêt pour les problématiques de territoire et de revitalisation urbaine et régionale.

La recherche documentaire que nous avons menée démontre une offre de plus en plus abondante d'activités poursuivant des objectifs d'accès pour des groupes ciblés : des enfants en général aux différentes minorités les plus défavorisées. Cette offre suscite également une demande d'évaluations, dont les exemples demeurent néanmoins plus rares. On trouve ainsi plusieurs recueils de cas, mais peu d'examens approfondis et systématiques de cas singuliers permettant une comparaison termes à termes avec les activités de la Maison Théâtre. Les approches visant les jeunes enfants apparaissent en outre nettement plus développées que celles visant les minorités culturelles⁴. Les deux thèmes ne s'en recoupent pas moins souvent sur le terrain. De plus, les politiques d'inclusion des minorités, particulièrement répandues à l'échelle européenne, ont donné lieu à de nombreuses expériences, particulièrement en Angleterre⁵. L'abondance de l'offre rend par ailleurs impossible un inventaire exhaustif de ces expériences⁶. Quant aux expériences d'évaluation, elles demeurent encore peu standardisées et plusieurs philosophies s'affrontent au sein de la communauté internationale des chercheurs. Le problème tient ici non pas tant au choix de la bonne méthodologie qu'aux objectifs et au cadre conceptuel de ces évaluations.

⁴ Pour une revue de la littérature et des politiques pertinentes sur les arts et l'école, voir Valentin, 2006.

⁵ Pour une revue des politiques d'inclusion culturelle en Europe, voir Woods *et al.*, 2004.

⁶ Voir néanmoins Cultural Ministers Council, Statistics Working Group, 2004, comme tentative en ce sens.

Sur le plan des objectifs, que veut-on évaluer et pour qui? S'agit-il notamment d'évaluer des résultats à long terme (*outcomes*) en vue de convaincre de l'impact de l'art sur la société en général, ou de sa contribution sur ces enjeux spécifiques, et extra-artistiques, que sont l'éducation, l'emploi, la lutte à la criminalité et la santé? Ou s'agit-il, plus modestement, d'évaluer le « processus » d'un programme d'activités spécifiques en vue d'en démontrer les effets (*outputs*), plus ou moins durables, sur les personnes directement concernées : non seulement les participants visés, mais aussi les membres de l'organisme artistique et les autres partenaires institutionnels impliqués? À cet égard, Guetzkow (2002) propose une revue éclairante des multiples dimensions de l'impact des arts (dont les formes sont très diverses) sur les communautés (tout aussi diverses) et sur les individus. C'est aussi l'occasion d'une critique serrée des principales approches actuelles, jugées à la fois unidimensionnelles et mal focalisées.

Sur le plan conceptuel, que doit-on par ailleurs entendre par « accès », « développement de public », « inclusion sociale » et « médiation culturelle »? Comme le remarque Kawashima (2006) pour la Grande-Bretagne, les trois premiers termes soulèvent des enjeux et problématiques fort différents que tendent à confondre les acteurs institutionnels et culturels engagés dans ces démarches. Les trois concepts sont rarement définis; ils se superposent, s'entremêlent et se supportent mutuellement dans le discours public. Quant au concept de médiation culturelle, encore réservé à l'espace francophone, il traduit surtout une convergence, sinon un amalgame, de pratiques issues d'univers distincts qui vont des traditionnelles pratiques d'animation sociale et d'éducation populaire au nouveau « management » culturel et à la sociologie, en passant par l'histoire de l'art et l'interprétation (guidée) des œuvres. De plus, s'agit-il de médiation culturelle au sens large, entre groupes de cultures différentes, ou de médiation artistique au sens strict, orientée sur la compréhension, l'interprétation et la sensibilisation aux œuvres d'art pour le plus grand nombre?

L'objectif de cette section n'est pas d'apporter une réponse définitive à ces questions. Il s'agit plutôt de mettre en perspective la conjoncture montréalaise et québécoise avec l'évolution des pratiques et des enjeux à l'échelle internationale. Il s'agit du même coup d'introduire à la lecture de la littérature récente à l'étranger en vue d'identifier si possible des expériences comparables en matière de pratiques d'accès et d'évaluation de ces pratiques.

Dans la mesure où les États-Unis, la France et l'Angleterre ont une influence plus décisive sur l'évolution de nos politiques et de nos pratiques culturelles, les grandes tendances observées dans ces trois pays serviront d'assise. Ces pays connaissent des évolutions comparables à la nôtre à plus d'un titre : intérêt accru pour les relations entre

l'école et les arts, mesures d'inclusion sociale par la culture visant les minorités et les groupes défavorisés ou « à risques », nouvelles approches de « médiation culturelle/artistique », « intervention culturelle/artistique » à l'échelle locale. Si toutes ces tendances se retrouvent à divers degrés dans tous ces pays, chacun se démarque néanmoins par une dominance que nous chercherons ici à mettre en lumière.

2.1 Les États-Unis, les arts et l'école

Les États-Unis se démarquent par leur préoccupation pour l'intégration des arts à l'école et pour l'évaluation de leurs impacts sur la réussite scolaire. Cet intérêt est souvent appuyé sur les approches cognitivistes développées dans ce pays. Le *National Endowment for the Arts* (équivalent du Conseil des arts du Canada), en partenariat avec le *U.S. Department of Education*, est notamment le promoteur d'un ensemble de recherches et de pratiques qui recoupent en grande partie celles de la *Mesure d'accès aux ressources culturelles* du PSÉM. Ces initiatives bénéficient largement de l'instauration d'une nouvelle loi en 2001, le *No Child Left Behind Act*, qui inscrit les arts et la culture parmi les disciplines fondamentales à rehausser⁷ et dont découle, en 2002, le *21st Century Community Learning Center*, programme pour lequel un milliard de dollars US ont été prévus. Ce programme vise spécifiquement à répondre aux besoins des enfants hors des heures de classe et prévoit un rôle significatif pour les arts. Plusieurs associations privées jouent également, dans ce contexte, un rôle de premier plan, tels le *Kennedy Center Alliance for Arts Education Network* (axé sur les *performing arts*) et le *Arts Education Partnership*, coalition de 140 organisations du monde de l'éducation, des arts, des affaires, du mécénat et du secteur public. Ce dernier organisme publie des documents visant à promouvoir l'enseignement des arts (Bruce, 1998; Longley, 1999), des guides explicatifs (*Arts Education Partnership* 1999), mais propose aussi des bilans périodiques des recherches en cours et des évaluations sur le thème de l'art et de l'école (Deasy, 2002). Dans la même veine, Fiske (1999) proposait une série d'études de cas par les principaux chercheurs américains ayant abordé l'impact des arts sur l'apprentissage scolaire dans les milieux les plus défavorisés⁸.

Aux États-Unis toutefois, les pratiques extrêmement décentralisées rendent impossible un inventaire. Selon Valentin (2006), 90 % du financement de l'éducation provient des États fédérés, des collectivités territoriales et du secteur privé, créant des disparités d'autant importantes. De plus, de l'avis même des auteurs américains, une forte proportion des mesures et activités d'accès culturel demeurent financées à l'échelle

⁷ À ce sujet, voir le site du *U.S. Department of Education* : www.ed.gov/21stccle.

⁸ Pour une copie de ce rapport, voir : <http://artsedge.kennedy-center.org/champions/pdfs/ChampsReport.pdf>.

locale sur la base de projets à court terme. Les travaux de Fiske (1999), Deasy (2002), Cleveland (2005)⁹ et Horowitz (2005)¹⁰ documentent néanmoins des expériences de plus longue durée — soit des programmes existant depuis au moins une dizaine d'années — dont ils proposent des évaluations généralement positives.

Deux programmes étudiés par Horowitz sont directement comparables à la *Mesure d'accès aux ressources culturelles* du PSÉM : *Arts in the Basic Curriculum* (ABC), en Caroline du Sud depuis 1987, et *The A+ Schools Program* en Caroline du Nord, depuis 1995. Les résultats de ces évaluations démontrent un impact significatif sur le fonctionnement de l'école en général, comme sur les enseignants et les étudiants en particulier : concernant l'école, plus grande capacité d'organisation, meilleure perception et intégration de la communauté environnante, participation accrue des parents, climat de travail plus positif; chez les enseignants, augmentation de l'intérêt pour les arts et des compétences artistiques; chez les étudiants, meilleurs résultats scolaires, développement de l'expression orale, de la confiance en soi et de la motivation. Le cas de la ville de Chicago et de son *Arts Partnership in Education*, créé en 1992, étudié par Catterall et Waldorf (1999), a donné lieu à des résultats semblables.

Par ailleurs certains cas évalués par Cleveland (2005) se rapprochent de la démarche de la Maison Théâtre, notamment *City Kids* qui a beaucoup d'affinités avec *Théâtre devant soi*. Fondation créée à New York en 1985 par une artiste de théâtre pour la jeunesse, Laurie Meadoff, l'organisme est localisé dans un quartier défavorisé de Manhattan (TriBeCa) mais opère également à travers un réseau d'une dizaine d'écoles secondaires situées un peu partout à New York. Visant des adolescents (13 à 19 ans), majoritairement afro-américains et latinos de milieux défavorisés, l'organisme gère quatre programmes d'intervention. L'un d'entre eux, le *CityKids Repertory Company*, est une troupe orientée spécifiquement sur la production et la création en théâtre, musique, danse et chanson « pour et par les jeunes ». D'autres programmes visent plus particulièrement le développement du leadership et l'organisation communautaire. Les mots-clés qui résument la perspective générale de l'entreprise sont « Safe Space, Youth-to-Youth Communication, Multi-Cultural Bridge-Building et Leadership Development ». En 2005, l'organisme implique directement 700 participants alors que 10 000 autres sont touchés par les diverses performances artistiques et projets communautaires. L'évaluation qu'en fait Cleveland démontre un impact positif sur l'engagement à long terme des participants (ou leur fidélisation), le développement des compétences, le succès scolaire et la réussite professionnelle à long terme.

⁹ Pour une copie de ce rapport, voir : <http://www.communityarts.net/readingroom/archive/mec/exactchange4.pdf>.

¹⁰ Pour une copie de ce rapport, voir : <http://www.aep-arts.org/PDF%20Files/>.

Pour sa part, le recueil de textes réunis par Deasy (2002) présente une étude de cas dans le domaine du théâtre qui, portant sur l'élève de classe primaire « en tant que spectateur et participant », peut être rapproché de la démarche de *Découvertes théâtrales*¹¹. Cette expérience se déroule sur une période de dix semaines et se présente comme une véritable étude expérimentale *in situ* visant à évaluer l'impact sur la lecture de la mise en scène et de l'interprétation dramatique de récits auprès d'élèves de 1^{er}, 2^e et 3^e cycles du primaire. L'étude démontre notamment l'impact significatif sur la compréhension des textes plus particulièrement auprès des élèves de 1^{er} cycle. Le bilan de cette expérience fournit en outre des évaluations indépendantes de la méthodologie utilisée et des résultats obtenus. Le même recueil fournit par ailleurs près d'une vingtaine d'autres cas exclusivement tirés du domaine de l'expression dramatique (théâtre, théâtre musical, opéra).

2.2 La France, de l'exclusion sociale à la médiation culturelle

Les notions d'« exclusion sociale » et de « médiation culturelle » viennent toutes deux de France. La contribution de ce pays est dès lors particulièrement décisive quant à la définition, non seulement théorique mais institutionnelle, de ces deux problématiques.

D'une part, le terme d'exclusion sociale créé en France dans les années 1970 par un ministre de l'action sociale, s'est élargi depuis à l'ensemble de la communauté européenne dans le cadre du processus d'harmonisation des politiques sociales. Tous les pays de l'Union européenne disposent ainsi, depuis 2001, d'un *Plan d'action nationale de lutte à l'exclusion*. Un certain nombre de pays prévoient aussi dans ce cadre un ensemble de mesures proprement « culturelles ». C'est le cas en France depuis 2003, comme d'ailleurs au Royaume-Uni. La France reste néanmoins le seul pays de l'Union à avoir adopté, en 1998, une loi visant spécifiquement la lutte à l'exclusion sociale. De plus, les « politiques de la ville » (initiées au début des années 1980) établissent, depuis le milieu des années 1990, un lien étroit entre culture et exclusion. C'est à cette date que le ministère de la Culture et de la Communication (MCCF) commence à y jouer un rôle. Le site du MCCF décrit la nature de ces interventions et fournit également des données et des références bibliographiques pertinentes¹². Notons toutefois que les mesures de soutien aux pratiques d'inclusion sociale par la culture passent encore principalement, en France, par d'autres ministères que celui de la Culture, la politique de la ville relevant notamment des Affaires sociales. Il s'agit aussi le plus souvent de subventions par projets et à court terme. En fait, la plupart des liens institutionnels entre inclusion sociale et action culturelle sont à chercher à l'échelle locale plutôt que nationale. Ils sont

¹¹ Anita Page, « Children's Story Comprehension as a Result of Storytelling and Story Dramatization: A study of the Child as Spectator and as Participant », dans Deasy, 2005, oeuvre citée, p. 34-35.

¹² <http://www.culture.gouv.fr/culture/politique-culturelle/ville/index.html>.

portés par le mouvement de décentralisation culturelle initié depuis les années 1980, favorisant la montée des collectivités locales en matière de financement de la culture et de gestion des arts.

D'autre part, le thème de la « médiation culturelle », encore confiné à l'espace francophone, s'est lui aussi imposé au Québec à partir de France. Cette notion encore imprécise du point de vue conceptuel a d'abord une signification institutionnelle. Elle sert en effet surtout à regrouper un ensemble de pratiques qui, situées entre la production et la réception des œuvres d'art — de l'animation à la gestion stratégique des organismes culturels, en passant par l'interprétation des œuvres et leur mise en marché —, ont connu depuis une décennie une professionnalisation accrue, dont témoigne une prolifération de programmes de formation universitaire. Le portail de la médiation culturelle¹³ fournit des informations sur la structuration actuelle de ce nouveau champ professionnel. Ces formations professionnelles, pluridisciplinaires et appliquées, cherchent à intégrer à l'action culturelle les acquis de la sociologie de la culture, de l'histoire de l'art et du management. Ce mouvement a donné lieu à la création, en 1999, d'une association de la Médiation culturelle visant à regrouper l'ensemble des professionnels du secteur¹⁴. Cette association organise des colloques pour ses membres et diffuse, au profit de ses adhérents, des recherches sur la question. La professionnalisation de cette fonction polyvalente, pluridisciplinaire et relativement ouverte, demeure néanmoins encore largement conçue dans une perspective classique de « diffusion de l'art ». Caune (2006a et 2006b¹⁵) propose sur cette question une intéressante critique de la situation de la médiation en France, jugée à bout de souffle. L'évolution de ce champ professionnel n'en reste pas moins conditionnée par les nouvelles problématiques d'inclusion sociale ainsi que par le récent contexte de décentralisation culturelle. Le site du MCCF propose, dans cette perspective, un lexique exhaustif des concepts utiles en matière de médiation culturelle reliée à la politique de la ville¹⁶. Le même site fournit par ailleurs une mine de renseignements sur plusieurs autres thèmes associés à la problématique de l'accès aux arts : action territoriale, culture à l'hôpital, culture en prison, culture et handicap, décentralisation, éducation artistique et culturelle, éducation populaire, développement culturel en région.

Néanmoins, faute d'un lien solide entre les institutions artistiques et les politiques sociales, la question de l'accès à la culture demeure encore souvent au stade du discours. Il existe ainsi fort peu d'études de cas documentés et de démarches

¹³ <http://www.mediation-culturelle.info/> .

¹⁴ Voir le portail de cette association : <http://mediationculturelle.free.fr/joomla/> .

¹⁵ On trouvera une copie de ce texte à l'adresse : http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2000/Caune/Caune.pdf

¹⁶ <http://www.culture.gouv.fr/culture/politique-culturelle/ville/mediation-culturelle/index.html>.

d'évaluation de ces pratiques, comme on peut en trouver aux États-Unis ou au Royaume-Uni. Il reste que plusieurs mesures sociales et politiques publiques comportent, en France, une dimension d'accès aux arts. C'est le cas du revenu minimum d'insertion (RMI) qui permet à des sans-emploi de longue durée d'avoir accès à de la formation dans le secteur culturel. Cette mesure, en vigueur dans plusieurs villes, couvre une gamme étendue de formes d'art, du rap au graffiti. La plupart de ces formations cherchent à améliorer l'estime de soi, à permettre de se reprendre en main et à développer des habiletés d'écriture et de dessin. La France a aussi développé une offre originale de programmes d'activités culturelles dans les secteurs des prisons et des hôpitaux qui mériteraient également d'être examinés de plus près. Enfin, on rencontre également, à l'échelle locale, des programmes visant les immigrants et les minorités ethniques : festivals, cours de langue, etc. Ces initiatives demeurent néanmoins discrètes, peu publicisées et ne profitent manifestement pas, comme au Royaume-Uni ou aux États-Unis, d'une impulsion « idéologique » favorable : la perspective républicaine qui guide la politique publique en France se montre en effet plus que réservée face à l'idée du « multiculturalisme ».

L'éducation artistique à l'école, pour sa part, est très développée, couvrant une gamme étendue d'activités, allant de visites scolaires aux musées à des programmes plus spécifiques de développement des compétences dans les secteurs de formations techniques (Reneau, 1996; Lauret, 2002¹⁷). La question a en outre donné lieu en janvier dernier à un important symposium organisé par le Centre Georges-Pompidou (Centre Pompidou 2007). Le site de l'événement permet d'accéder au programme complet ainsi qu'à la présentation et à la synthèse du symposium (Fraise, 2007; Lauret, 2007)¹⁸. Ce colloque, qui réunissait une cinquantaine de chercheurs européens et internationaux (dont quelques Canadiens/Québécois), abordait l'ensemble des thèmes pertinents sur la question : principes et méthodes d'évaluation; impacts, enjeux et effets en arts visuels, en musique, en théâtre, en danse et en matière de musées; démarches pédagogiques et politiques éducatives; approches cognitivistes et sociologiques; partenariats entre artistes et enseignants. Les Actes de ce colloque sont prévus pour juin.

Par ailleurs, une recherche plus fouillée permettrait sans doute d'identifier plusieurs cas comparables à la Maison Théâtre. L'exemple d'*Espace 600/Scène Rhône-Alpes* est toutefois à signaler¹⁹. En effet, cet espace se définit comme un théâtre ouvert à la création contemporaine pour la jeunesse, un théâtre de découverte de jeunes compagnies et un théâtre de proximité au cœur de la Villeneuve de Grenoble.

¹⁷ http://www.crdp-nantes.cndp.fr/ressources/document/education_artistique/actes_education_artistique.pdf.

¹⁸ <http://www.centrepompidou.fr/divers/pdf/SymEducartprogrammescientifique.pdf>.

¹⁹ Voir le site de l'organisme : <http://www.espace600.fr/>.

L'organisme propose notamment une « École du spectateur » et travaille en réseau avec un ensemble de partenaires éducatifs, culturels, sociaux et associatifs dans une perspective de « création du lien social ». La question urbaine est au cœur de ses préoccupations.

2.3 L'Angleterre : entre développement de public et inclusion sociale

Plus qu'en France ou qu'aux États-Unis, la conjoncture britannique des quinze dernières années est marquée par une forte convergence des problématiques d'accès à la culture, d'inclusion sociale, de développement des publics et de revitalisation urbaine. À cet égard, il faudrait parler d'un véritable activisme culturel institutionnalisé. Ce développement, attribuable au New Labor, est directement lié à l'implication personnelle de Tony Blair visant à lier les thèmes d'inclusion sociale et de « nouvelle économie » de l'information²⁰. Ceci conduit notamment, en 1998, à la mise sur pied, au sein du Cabinet, d'une unité spéciale (*Social Exclusion Unit*) devant laquelle chaque ministère doit dorénavant justifier ses politiques en regard de l'objectif d'inclusion. Ceci a des répercussions directes sur le ministère britannique de la culture, le *Department for Culture, Media & Sport* (DCMS), et sur les organismes culturels paragouvernementaux comme le *Arts Council England* (ACE). Au Royaume-Uni, comme en France, le *Plan d'action nationale de lutte à l'exclusion* de l'UE prévoit, depuis 2003, des actions spécifiques en matière d'action culturelle. L'Angleterre et l'Écosse se sont toutefois dotés de cibles beaucoup plus spécifiques : en Angleterre, les enfants, les jeunes et les « nouveaux usagers adultes de groupes cibles prioritaires »; en Écosse, les groupes sous-représentés en général, les enfants et les jeunes en particulier (Woods *et al.*, 2004). Contrairement à la France, où la politique de la ville évolue indépendamment des grandes institutions culturelles et du ministère de la Culture, l'Angleterre se démarque aussi par l'implication de l'ensemble des acteurs institutionnels et professionnels du champ culturel : ministère de la culture, conseil des arts, musées, petites et grandes organisations artistiques sont directement mobilisés. Cette mobilisation, parfois forcée, a suscité de nombreuses expériences, une abondante littérature et plusieurs débats, notamment en matière d'évaluation des impacts de ces mesures et de ces pratiques. L'expérience britannique est aussi celle qui se rapproche le mieux de la conjoncture observée à Montréal, compte tenu du cadre institutionnel fortement apparenté : la relation entre paliers de gouvernements locaux et centraux, ainsi que les rôles qu'y tiennent respectivement ministère de la culture et conseil des arts, sont à peu près du même ordre; de plus, la recherche de partenariats et d'implication des pouvoirs locaux sont, comme au Québec, des priorités structurant l'ordre du jour culturel.

²⁰ Blair s'engagera à fournir l'accès gratuit à l'Internet dans toutes les écoles et bibliothèques publiques pour 2002.

Cette dynamique est largement portée par l'élaboration d'une première politique culturelle nationale adoptée en 1998. Un train de mesures systématiques en a découlé à partir du DCMS (Belfiore, 2002; Kawashima, 2006; West et Smith, 2005; Woods *et al.*, 2004). La création par le *Arts Council England*, en 1998, d'un *New Audience Fund* marque quant à elle un tournant majeur pour les secteurs artistiques : entre 1998 et 2003, 20 millions de livres ont été attribuées à 1 157 projets de développement de public (Kawashima, 2006; Jermyn, Bedell et Joy, 2000). Les thèmes des « arts participatifs » (*participatory arts*) et des « arts dans la communauté » (*community-led*) se conjuguent, dans ce contexte, aux pressions accrues des gouvernements auprès des organismes artistiques en vue d'élargir leurs publics. Depuis cette époque, des ententes annuelles fixent ainsi à l'ACE des cibles précises en matière d'inclusion et d'accès : chaque projet doit démontrer que les fonds ont réellement servi à faire augmenter la participation de groupes prioritaires définis en fonction du revenu, des handicaps et/ou de l'ethnie. La création au sein du DCMS d'un groupe dédié à l'implantation d'indicateurs de performance, le *Quality, Efficiency and Standards Team* (QUEST), supportera l'évaluation de la réalisation, par les organismes paragouvernementaux financés par le ministère, des objectifs d'inclusion.

Ceci n'a pas été sans créer des tensions importantes en regard des valeurs traditionnelles d'autonomie des arts et de recherche d'excellence artistique. Certains auteurs ont souligné à cet égard les risques d'une instrumentalisation sociale de l'art, au même titre que d'autres pouvaient auparavant condamner son instrumentalisation économique ou politique (Belfiore, 2002). Des critiques ont également porté sur la pertinence des données purement quantitatives, privilégiées par le gouvernement, en matière d'évaluation de ces nouveaux programmes (Merli, 2002, Belfiore, 2002). La convergence de la politique d'inclusion sociale et de développement des publics semble aussi avoir créé une certaine confusion sur le terrain. D'un côté, cela amène les gestionnaires artistiques à mettre sur pied des projets conjuguant les deux aspects : augmenter la taille de son auditoire tout en démontrant une contribution positive au problème de l'exclusion. D'un autre côté, la vitesse à laquelle ce développement s'est effectué crée la confusion entre deux types d'action culturelle différents (Kawashima, 2006). La distinction apportée par cet auteur entre quatre formes d'action sur les auditoires — *extended marketing*, *taste cultivation*, *audience education* et *outreach* — apporte un éclairage intéressant à ce titre. Seul le dernier type relève, selon lui, de pratiques d'inclusion culturelle. L'insistance de ces pratiques sur les objectifs sociaux leur confère également une dimension expérimentale et exploratoire qui se prête mal à une évaluation de résultats mesurables. De plus, alors que la question du « développement de public » s'articule autour de la distinction public/non public, celle de l'inclusion sociale concerne les exclus sans égard à leur consommation d'art. Bien

que développée dans la foulée d'un discours visant à élargir le public des arts, la perspective de l'inclusion sociale amène de fait les organisations artistiques sur un terrain peu familier, où elles doivent atteindre des résultats de nature essentiellement non culturelle pour lesquels elles sont mal préparées.

Les développements intervenus dans les politiques culturelles recourent par ailleurs l'élaboration d'un plaidoyer du DCMS en vue de convaincre les autres ministères britanniques de l'importance de la contribution sociale et économique des arts. D'un point de vue économique, le plaidoyer prendra la forme d'une défense des économies créatives (portées par la « nouvelle économie » de l'information). D'un point de vue social, l'accent, mis au contraire sur la lutte à l'exclusion, conduit à un plaidoyer visant à démontrer la contribution des arts en matière d'éducation, d'emploi, de lutte à la criminalité et de santé. Entre ces deux orientations, l'une économique, l'autre sociale, la problématique de la revitalisation urbaine permet une sorte de conciliation (Belfiore, 2002). La nécessité de soutenir ce plaidoyer est par ailleurs à la source d'un champ de recherche inédit : le besoin de données probantes a en effet suscité une forte demande des pouvoirs publics auprès de la communauté des chercheurs.

Ces développements impliquent non seulement une restructuration importante des relations traditionnelles du gouvernement avec les grandes institutions culturelles paragouvernementales, et l'ACE, mais aussi avec les pouvoirs culturels locaux et régionaux. De ce point de vue, on constate non seulement une plus forte cohérence et une meilleure interaction administrative, mais plus fondamentalement une convergence des objectifs en matière d'accès, d'inclusion et de revitalisation, ainsi qu'une reconnaissance mutuelle inédite entre paliers central et locaux (Woods *et al.*, 2004). Le service du vérificateur (*Audit Commission*) a produit à cet égard un ensemble de guides et manuels de bonnes pratiques visant la quantification des actions culturelles locales, privilégiant les mesures d'*outputs* et les indicateurs de performance. Cette dernière démarche a conduit selon plusieurs à une mise en ordre et à une clarification sans précédent du champ des données culturelles locales et régionales.

Le *Policy Action Team 10* (PAT 10) fut, au sein du DCMS, le principal instrument de cette mobilisation. D'une part, cette équipe est à l'origine d'actions concertées avec les ministères de l'éducation, de l'emploi et de l'immigration (*Home Office*); en 2004, le PAT 10 visait des initiatives inédites avec le ministère de la santé. D'autre part, le PAT 10 a contribué à structurer ce nouveau champ de pratiques, et de recherches, par des publications périodiques sur les arts et la culture en tant que moyen d'inclusion sociale (DCMS, 1999a, 1999c, 2000, 2001, 2002; Long *et al.*, 2002) et de revitalisation urbaine (DCMS, 1999b; Evans et Shaw, 2004). Plusieurs rapports du ACE s'inscrivent aussi

dans cette veine (Jermyn, 2001 et 2004; Reeves, 2000; Shaw, 2003). Ces ouvrages servent à la fois à identifier les meilleures pratiques en matière d'accès, à définir des plans d'action et des politiques, et à présenter des recherches et des méthodes d'évaluation pertinentes. Parmi les ouvrages spécifiquement dédiés à informer sur les bonnes pratiques en matière d'évaluation des programmes artistiques d'inclusion, mentionnons Moriarty (2000)²¹, Matarasso (2001) et Jermyn (2004)²².

Ce mouvement au sein de l'administration publique a été précédé et soutenu par un ensemble de travaux indépendants, souvent commandités par l'État, portant sur l'impact social de la participation aux arts de groupes défavorisés. Cette question, qui jusque-là avait suscité peu d'intérêt en Angleterre, a ainsi donné lieu à plusieurs travaux à la source d'autant de débats au sein de la communauté scientifique des chercheurs. À cet égard, les travaux du groupe *Comedia*, organisme de recherche indépendant, sont pionniers (Landry *et al.*, 1993; Lingayah, Mac Gillivray et Raynard, 1996; Matarasso, 1996, 1997, 1998, 2001; Williams, 1996 et 1997).

L'ouvrage de François Matarasso — *Use or Ornament? The social impact of participation in the arts* (1997)²³ — a spécialement contribué à ramener ces questions à l'ordre du jour des politiques culturelles. L'ouvrage constitue un plaidoyer pour le financement adéquat des « *participatory arts programs* », par opposition aux seuls « arts professionnalisés », au nom de leur impact social positif. Basée sur une recherche importante — couvrant 60 projets en différents contextes (rural, urbain, métropolitain) —, sa méthode s'inspire largement de celle développée en Australie entre 1994 et 1995 par Williams (1996, 1997). Plusieurs méthodologies sont convoquées : *focus group*, observation, entretiens, ainsi qu'une enquête par questionnaire basée sur 24 questions administrées à 513 participants. De cette démarche résultent 50 résultats déclinant les différents impacts sociaux que « peuvent » avoir les arts (voir la liste en annexe). Ces résultats sont eux-mêmes regroupés en six thèmes principaux qui donnent sa structure à l'ouvrage : développement personnel, cohésion sociale, affirmation (*empowerment*) et autodétermination communautaires, identité et image locale, vision et imagination, santé et bien-être. L'analyse de l'impact social de ces programmes participatifs conduit l'auteur à conclure que leurs avantages sociaux sont sans commune mesure avec leurs coûts (Matarasso, 1997, p. 81). De plus, l'ouvrage propose un renversement de la logique traditionnelle de financement des arts : non plus se demander « ce que la société peut faire pour les arts », mais plutôt « ce que les arts peuvent faire pour la société » (Matarasso, 1997, p. iv).

²¹ On trouvera une copie à :

http://www.newaudiences.org.uk/documents/na_publication/phpMaison_ThéâtrennyE.doc.

²² Accessible en ligne : <http://www.artscouncil.org.uk/documents/publications/phpyAtV3b.pdf>.

²³ http://www.comedia.org.uk/pages/pdf/downloads/use_or_ornament.pdf.

Comme remarque Belfiore, ce travail s'efforce d'offrir une méthode d'évaluation alternative à celle des indicateurs de performance favorisés par le ACE et le DCMS : ils amorcent le passage d'indicateurs « durs », purement quantitatifs, à des indicateurs « soft », qualitatifs, cherchant à mesurer l'impact des politiques culturelles et des activités en termes de qualité de vie, de cohésion sociale et de développement communautaire. L'étude n'en reste pas moins très marquée idéologiquement : visant à convaincre les milieux non artistiques de la contribution des arts, on y fait un usage souvent inapproprié, sinon même abusif, des données statistiques recueillies en cours d'enquête.

L'étude a ainsi suscité bon nombre de critiques (Belfiore, 2002; Merli, 2002), auxquelles a d'ailleurs répondu Matarasso (2003). Ces critiques sont non seulement de nature méthodologique, mais aussi, et surtout, politique. Elles s'en prennent en effet davantage à la conception « instrumentale » de l'art, que l'approche tend à entériner, qu'à l'intérêt intrinsèque de la démarche d'évaluation mise en œuvre. Belfiore, par exemple, dont la critique est nettement plus nuancée que celle de Merli, reconnaît d'entrée de jeu l'intérêt de la méthode d'audit social qui permet d'évaluer les projets reliés aux valeurs et opinions de l'ensemble des partenaires des projets concernés : subventionneurs, organisme artistique *et* participants. Une telle approche a aussi le mérite de démontrer aux subventionneurs la valeur des objectifs de l'organisation et leur capacité à les réaliser. On y relève toutefois plusieurs imprécisions méthodologiques.

1. L'évaluation des projets ne portant que sur des résultats à court terme (*outputs*), les résultats à long terme (*outcomes*) ne peuvent pas vraiment être pris en compte. Seuls des interviews répétées avec les participants, sur plusieurs années, permettraient de résoudre ce problème. Compte tenu des moyens des organisations artistiques concernées, une telle attente apparaît par ailleurs irréaliste.
2. Le lien de cause à effet entre le programme et les changements enregistrés chez les individus n'est pas clairement démontré. Les changements peuvent dépendre de plusieurs autres facteurs. Il faudrait des groupes contrôle, ce qui est tout aussi irréaliste pour les organismes concernés.
3. Concernant l'enquête statistique, des questions biaisées tendent à faire augmenter le nombre de réponses en faveur des thèses défendues. L'usage des statistiques est abusif. Des entretiens en profondeur seraient plus utiles, mais demandent aussi beaucoup de temps, ce qui est sans doute contre-productif pour les organismes.

4. La thèse selon laquelle ces projets d'arts participatifs offriraient un rapport coûts/avantages (sociaux) plus avantageux que d'autres modes d'intervention n'est pas démontrée. L'auteur n'établit en effet aucune comparaison avec d'autres types d'intervention, sociale ou culturelle, poursuivant des buts similaires. Ses arguments en faveur d'une réorientation des fonds publics vers les arts de participation en deviennent d'autant moins convaincants. La preuve reste à faire que les arts produisent des avantages sociaux plus significatifs que les politiques sociales traditionnelles. Il reste aussi à prouver que les « arts participatifs » offrent un meilleur rapport coûts/avantages que des formes plus traditionnelles d'art et de participation aux arts.

La principale objection concerne toutefois la mise à l'écart des considérations proprement esthétiques au profit de la recherche d'impacts sociaux externes. L'aspect artistique est souvent délibérément exclu de l'analyse, notamment dans le cas de stratégies locales de lutte antipauvreté ou de revitalisation urbaine menée, et financée, par des organismes non artistiques. La même critique adressée aux études d'impacts économiques vaut ici pour les impacts sociaux : en cherchant à soutenir la cause du financement public des arts par des arguments extra-artistiques, qu'ils soient économiques ou sociaux, on renonce à l'argument d'un support public aux arts, ou on l'affaiblit, au nom de leur valeur intrinsèque. Selon Belfiore, des politiques culturelles fondées sur des arguments purement instrumentaux, ne sont pas viables à long terme. Elles conduisent ultimement d'une politique de survie à une politique d'extinction. À cet égard, elle plaide au contraire pour une redéfinition des notions de qualité et de valeur artistique, permettant de dépasser l'opposition stérile entre excellence artistique et bénéfice social, sur laquelle repose, à son avis, la perspective des politiques culturelles britanniques depuis les années 1980. Pour sa part, et à l'encontre d'un enthousiasme jugé superficiel pour des approches participatives, Merli plaidera pour une mise en valeur de la dimension cognitive des expériences artistiques. Comme le souligne cette dernière, ce que ne démentira pas Matarasso, tout ce que cette étude démontre est que « les arts *peuvent* avoir » l'un ou l'autre des 50 effets relevés. Elle ne permet pas d'établir de relations directes entre le programme et l'impact social à plus long terme (sur l'emploi, l'éducation, la santé, la lutte à la criminalité).

À l'échelle du DCMS, on semble par ailleurs avoir progressivement renoncé à fixer, aux organismes culturels parapublics, des cibles trop précises en matière d'inclusion sociale :

The focus of the DCMS has now shifted to making the objectives in its Public Service Agreements (PSAs) much more overt. This means that the triennial and detailed annual DCMS funding agreements with Non Departmental Public Bodies (NDPBs) have tightened up on expected "outcomes" but are at the same time, allowing a greater degree of latitude to the NDPBs in how they think it is appropriate for them to meet these targets. (Woods *et al.*, 2004, p. 172)

L'un des objectifs principaux du DCMS, depuis 2004, n'en est pas moins de développer, pour ces programmes d'action/inclusion culturelle, des méthodes d'évaluation plus scientifiques, fondées sur des données probantes. Dans cette perspective, le programme *New Deal for Communities*, qui vise à améliorer les services culturels locaux, prévoit notamment une recherche longitudinale de 20 ans dont l'objectif est de démontrer l'apport du secteur culturel en matière d'inclusion.

On trouve évidemment au Royaume-Uni une masse de cas comparables aux expériences montréalaises. Les exemples d'interventions communautaires du type de celles de *Théâtre devant soi*, menées actuellement par la Maison Théâtre en partenariat avec les HJM, apparaissent ainsi assez fréquents. Il existe néanmoins peu d'évaluations spécifiques de cas particuliers. La plupart des rapports consultés portent en effet sur des agrégations d'expériences, l'évaluation demeurant de portée très générale et inscrite dans un plaidoyer cherchant à démontrer la contribution sociale des arts. Une évaluation d'actions culturelles actuellement menée à Bolton, dans la grande région de Manchester, mérite néanmoins d'être mentionnée (Woods *et al.*, 2004, p. 175-178). Cette évaluation, basée sur une approche longitudinale (10 ans), porte sur une série d'actions culturelles auprès d'enfants et de parents d'un HLM, *The Breightmet Estate*, visant à « utiliser la culture comme catalyseur de changements positifs ». Au cours des trois premières années, le projet aurait impliqué 71 partenaires institutionnels (63 locaux, 5 nationaux, 3 internationaux) et aurait employé plus d'une quarantaine d'artistes (36 locaux, 7 hors région). Une soixantaine de projets auraient été réalisés avec la communauté locale, donnant lieu à 446 sessions de participation. Plus de 4 000 enfants et près de 1 000 adultes auraient été directement touchés. Le budget s'établit à près de 100 000 livres, la plupart en subvention locale (81 000 livres). Comme dans la majorité des cas mentionnés, plusieurs méthodes de recherches sont sollicitées : données statistiques, observation des activités de participation, entretien individuel des participants, *focus groups* et enquête par questionnaire par des chercheurs professionnels. L'étude vise plus particulièrement à enregistrer les changements intervenus suite aux activités artistiques, et ce, en ce qui touche l'amélioration de l'image de soi et de son environnement, la collaboration et les liens de confiances, la cohésion sociale et la solidarité, la santé ainsi que la perception des opportunités culturelles.

Si on trouve plusieurs comptes rendus d'expériences comparables à *Découvertes théâtrales* (surtout aux États-Unis) ou à *Théâtre devant soi* (surtout au Royaume-Uni), il reste cependant nettement plus difficile de trouver pour l'instant des exemples comparables à *Destination théâtre en famille*. Ceci est d'autant plus étonnant que le thème de la diversité ethnique, et du pluralisme, sous-tend l'ensemble des expériences et de la littérature consultées. Malgré l'importance de ce thème, on n'a pourtant trouvé aucun cas d'évaluation spécifique de ces aspects des projets. L'ACE n'en a pas moins commandité deux

importantes recherches sur la participation aux arts des communautés ethniques. Une première, en 2000, se veut une enquête de nature qualitative menée par *focus groups* auprès de quatre grandes communautés : africaine, caribéenne, sud-asiatique et chinoise (Jermyn et Desai, 2000). La seconde, en 2002, est une enquête nationale de nature quantitative menée auprès de l'ensemble de la population (Bridgwood *et al.*, 2003)²⁴. À l'encontre de certaines idées reçues, cette dernière enquête révèle un haut niveau d'intérêt et de participation à la vie culturelle dans la plupart des communautés étudiées. La première enquête, quant à elle, fournit un examen fouillé des attitudes des groupes consultés face aux arts, relève les principaux obstacles à leur participation et suggère aux organisations artistiques un certain nombre de mesures générales en vue du développement de ces publics. Cette voie n'en reste pas moins encore largement à explorer.

²⁴ On trouvera une copie du rapport à l'adresse :
<http://www.artscouncil.org.uk/documents/publications/962.pdf>.

Bibliographie

Ouvrages cités

- Belfiore, E. (2002). « Art as a Means of Alleviating Social Exclusion: Does it Really Work? A Critique of Instrumental Cultural Policies and Social Impact Studies in the UK », *International Journal of Cultural Policy*, vol. 8, n° 1, p. 91-106.
- Bridgwood, A., C. Fenn, K. Dust, L. Hutton, A. Skelton et M. Skinner (2003). *Focus on Cultural Diversity: The Arts in England, Attendance, Participation and Attitude*, Research Report 34, Arts Council England, décembre, 144 p.
- Catterall, James S., R. Chapleau *et al.* (1999). « Involvement in the Arts and Human Development: General Involvement and Intensive Involvement in Music and Theater Arts », dans E. B. Fiske (dir.), *Champions of Change: The Impact of the Arts on Learning*, The Arts Education Partnership and the President's Committee on the Arts and the Humanities, Washington, D.C., p. 1-18.
- Catterall, James S. et Waldorf Lynn (1999). « Chicago Arts Partnerships in Education. Summary Evaluation », dans E. B. Fiske (dir.), *Champions of Change: The Impact of the Arts on Learning*, The Arts Education Partnership and the President's Committee on the Arts and the Humanities, Washington, D.C., p. 47-62.
- Catterall, James S. (2002a). « Research on Drama and Theater in Education », dans R. J. Deasy, *Critical Links: Learning in the Arts and Student Academic and Social Development*, Arts Education Partnership, Washington, D.C., p. 58-62.
- Catterall, James S. (2002b). « The Arts and the Transfer of Learning », dans R. J. Deasy, *Critical Links: Learning in the Arts and Student Academic and Social Development*, Arts Education Partnership, Washington, D.C., p. 151-157
- Caune, Jean (2006a). *La démocratisation culturelle. Une médiation à bout de souffle*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 205 p.
- Caune, Jean (2006b). « La médiation culturelle : une construction du lien social », 10 p. (accès en ligne)
- Centre Pompidou (2007). *Évaluer les effets de l'éducation artistique et culturelle*, Symposium européen et international de recherche, Paris, 10-12 janvier, 99 p.
- Cleveland, William (dir.) et Center for the Study of Art and Community (2005). *Making Exact Change. How U.S. Arts-Based Programs Have Made a Significant and Sustained Impact on their Communities*, A Research Project of the Community Arts Network, Published by Art in the Public Interest, Novembre, 140 p.
- Cultural Ministers Council et Statistics Working Group (2004). *Social Impacts of Participation in the Arts and Cultural Activities. Stage Two Report, Evidence Issues and Recommendations*, Prepared by the Australian Expert Group in Industry Studies of the University of Western Sydney, Australia, 75 p.
- Deasy, Richard J. (2002). *Critical Links: Learning in the Arts and Student Academic and Social Development*, Arts Education Partnership, Washington, D.C., 2002, 159 p.
- Department for Culture, Media & Sport (2002). *People and Places: Social Inclusion Policy for the Built and Historic Environment*, London, UK.
- Department for Culture, Media & Sport (2001). *Libraries, Museums, Galleries and Archives for All: Co-operating Across the Sectors to Tackle Social Exclusion*, London, UK.
- Department for Culture, Media & Sport (2000). *Centres for Social Change: Museums, Galleries and Archives for All*, London, UK.
- Department of Culture Media and Sport (1999a). *A Report to the Social Exclusion Unit: Arts and Sport*, Policy Action Team 10.

- Department of Culture Media and Sport (1999b). *Research Report: Arts and Neighbourhood Renewal*, Policy Action Team 10.
- Department of Culture Media and Sport (1999c). *Report on Social Exclusion*, Policy Action Team 10, 116 p.
- Evans, Graeme et Shaw Phyllida (2004). *The Contribution of Culture to Regeneration in the UK. A Review of Evidence*, A report to the DCMS, London Metropolitan University, janvier, 77 p.
- Fiske, E. (dir.) (1999). *Champions of Change: The Impact of the Arts on Learning*, The Arts Education Partnership and the President's Committee on the Arts and the Humanities, Washington, D.C.
- Fraisse, Emmanuel (2007). « Présentation du symposium : Évaluer les effets de l'éducation artistique et culturelle », Symposium européen et international de recherche *Problématique. Enjeux, interrogations*, Centre Pompidou, 7 p.
- Guetzkow, Joshua (2002). « How the Arts Impact Communities: An Introduction to the Literature on Arts Impact Studies », Prepared for the *Taking the Measure of Culture Conference*, 7 juin, Working Paper Series, 20, Center for Arts and Cultural Policy Studies, Princeton University, 26 p.
- Horowitz, Rob (2004). *Summary of Large-Scale Arts Partnership Evaluations*, Arts Education Partnership, Washington DC, 33 p.
- Jermyn, H., S. Bedell et A. Joy (2000). *New Audiences Programme: Report on the First Years 1998-1999*, Arts Council England, London, non publié.
- Jermyn, H. et P. Desai (2000). *Arts— What's in a Word? Ethnic Minorities & the Arts: Executive Summary*, Arts Council England (ACE), 6 p.
- Jermyn, H. (2001). *The Arts and Social Exclusion: A Review Prepared for the Arts Council of England*, Arts Council of England, London, 156 p.
- Jermyn, H. (2004). *The Art of Inclusion: Research Report 35*, Arts Council England, 156 p.
- Kasenti, Thierry et Maurice Tardif (non daté). *Résultats de l'enquête sur les modèles « Jeune public » et « Novateur » de la mesure d'accès aux ressources culturelles du programme de soutien à l'école montréalaise : Rapport synthèse global*, Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante, Université de Montréal, 22 p.
- Kawashima, Nobuko (2006). « Audience Development and Social Inclusion in Britain », *International Journal of Cultural Policy*, vol. 12, n 1, p. 55-72.
- Kawashima, Nobuko (2000). *Beyond the Division of Attenders vs Non-attenders: A Study into Audience Development in Policy and Practice*, Research Papers, Center for Cultural Policy Study, University of Warwick, UK, 90 p.
- Landry, C., F. Bianchini, M. Maguire et K. Worpole (1993). *The Social Impact of the Arts: A Discussion Document*, Comedia, The Round, Bournes Green, Stroud, UK.
- Lauret, Jean-Marc (2007). *Synthèse du symposium : Évaluer les effets de l'éducation artistique et culturelle*, Centre Pompidou, 11 p.
- Lauret, Jean-Marc (2002). « Du local au national : les partenariats institutionnels autour de l'éducation artistique », dans *L'éducation artistique : un nouvel enjeu pour les collectivités territoriales*, Actes du colloque, p. 31-38.
- Lingayah, S., A. Mac Gillivray et P. Raynard (1996). *Creative Accounting: Beyond the Bottom Line*, Comedia, The Round, Bournes Green, Stroud, UK.
- Long, Jonathan et al. (2002). *Count Me In. The Dimension of Social Inclusion through Culture & Sport*, A report for the Department for Culture, Media & Sport, prepared by the Centre for Leisure & Sport Research, Leeds Metropolitan University, UK, 111 p.

-
- Matassaro, François (1996). *Defining Values: Evaluating Arts Programmes*, Comedia, The Round, Bournes Green, Stroud, UK.
- Matassaro, François (1997). *Use or Ornament? The Social Impact of Participation in the Arts*, Comedia, The Round, Bournes Green, Stroud, UK, 100 p.
- Matassaro, François et Chell John (1998). *Vital Signs, Mapping Community Arts in Belfast*, Comedia, The Round, Bournes Green, Stroud, UK.
- Matarasso, François (1999). « Signes de vie. L'impact socioéconomique des arts étudié en Grande-Bretagne, résultats et enseignements », *Les Cahiers du DSU*, juin, p. 38-41.
- Matarasso, François (2001). *Did it Make a Difference? Evaluating Community-Based Arts and Business Partnerships*, London (handbook).
- Matarasso, François (2003). « Smoke and Mirrors: A Response to Paola Merli's "Evaluating the Social Impact of Participation in Arts Activities" », *International Journal of Cultural Policy*, vol. 9, n° 3, p. 337-346.
- Merli, Paola (2002). « Evaluating the Social Impact of Participation in Arts Activities. A Critical Review of François Matarasso's *Use or Ornament?* », *International Journal of Cultural Policy*, vol. 8, n° 1, p. 107-118.
- ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (2005). *Le programme de soutien à l'école montréalaise*, Québec, 20 p.
- ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (2006a). *Répertoire Jeune public 2006-2007. Documents de travail*, Programme de soutien à l'école montréalaise, Accès aux ressources culturelles.
- ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (2006b). *Modèles novateurs 2006-2007. Documents de travail*, Programme de soutien à l'école montréalaise, Accès aux ressources culturelles.
- ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (2006c). *Jeune public Directory 2006-2007. Documents de travail*, Programme de soutien à l'école montréalaise, Access to cultural resources.
- Moriarty, G. (2000). *Sharing Practice: A Guide to Self Evaluation for Artists, Arts Organisations and Funders Working in the Context of Social Exclusion*, Arts Council England.
- Shaw, Phyllida (2003). *What's Art Got to Do with It? Briefing Paper on the Role of the Arts in Neighbourhood Renewal*, Arts Council England, mai, 18 p.
- Valentin, Elisa (2006). *L'éducation aux arts et à la culture dans une perspective internationale : Un aperçu de quelques politiques nationales et territoriales et des principaux impacts relevés dans la littérature*, Observatoire Jeunes et Société, Institut national de la recherche scientifique, Urbanisation, Culture et Société, Octobre, 89 p.
- Ville de Montréal et ministère de la Culture et des Communications du Québec (2006). *Programme montréalais d'action culturelle*, 6 p.
- West, Celine et Charlotte H.F. Smith (2005). « "We Are Not a Government Poodle". Museums and Social Inclusion Under New Labour », *International Journal of Cultural Policy*, vol. 11, n° 3, p. 275-288.
- Williams, D. (1996). *Creating Social Capital: A Study of the Long-Term Benefits from Community Based Arts Funding*, Community Arts Network of South Australia or the Australian Council for the Arts, Adelaide, Australia.
- Williams, D. (1997). *How the Arts Measure Up*, Working Paper, Comedia, The Round, Bournes Green, Stroud, UK.

Woods Roberta, Lynn Dobbs, Christopher Gordon, Craig Moore et Glen Simpson (2004). *Report of a Thematic Study Using Transnational Comparisons to Analyse and Identify Cultural Policies and Programmes that Contribute to Preventing and Reducing Poverty and Social Exclusion*, A report undertaken for the European Commission, The Center for Public Policy, Northumbria University, Newcastle upon Tyne, UK, 231 p.

Autres ouvrages consultés

- Adkins, B. et M. Emmison (1992). "Youth Theatre and the Articulation of Cultural Capital: Refocusing Bourdieu through Ethnography." *Journal of Contemporary Ethnography* vol. 21 n° 3, p. 307-342.
- American for the Arts (1998). *Arts Programs for At-Risk Youth: How U.S. Communities are Using the Arts to Rescue Their Youth and Deter Crime*, Washington, DC, 9 p.
- Anderson, M. G. (1992). « The Use of Selected Theatre Rehearsal Technique Activities with African-American Adolescent Labeled "Behavior Disordered" », *Exceptional Children*, vol. 59, n° 2, p. 132-140.
- Arts Education Partnership (1999). *Learning Partnerships: Improving Learning in Schools with Arts Partners in the Community*, Washington, DC, 32 p.
- Arts Education Partnership (2004). *The Arts and Education: New Opportunities for Research*, Washington, DC, 34 p.
- Atkinson, R. et S. da Voudi (2000). « The Concept of Social Exclusion in the European Union: Context, Development and Possibilities », *Journal of Common Market Studies*, Septembre, vol. 38, n° 3, p. 427-448.
- Berman, Y. et D. Phillips (2000). « Indicators of Social Quality and Social Exclusion at National and Community Level », *Social Indicators Research*, vol. 50, n° 3, juin, p. 329-350.
- Bevers, T. (2001). « In-School Arts and Cultural Education in Europe — A Report on the Reaction of Twenty-Two European Countries », dans Van Dijk, G. et J. van Zuijlen (dir.), *A Must or a-Muse. Arts and Culture in Education: Policy and Practice in Europe*, Conference Reader, Rotterdam, p. 13-46.
- Bianchini, F. et M. Parkinson (dir.) (1993). *Cultural Policy and Urban Regeneration: The West European Experience*, Manchester University Press, Manchester, UK.
- Bloomfield, J. et F. Bianchini (2001). « Cultural Citizenship and Urban Governance in Western Europe », dans N. Stevenson (dir.), *Culture and Citizenship*, London, Sage.
- Boorsma, M. (2006). « A Strategic Logic for Arts Marketing: Integrating Customer Value and Artistic Objectives », *International Journal of Cultural Policy*, vol. 12, n° 1, p. 73-92.
- Bruce, C. (dir.) (1998). *Young Children and the Arts: Making Creative Connections*, Arts Education Partnership, Washington, DC, 26 p.
- CIRCLE/Canadian Centre for Cultural Research (2000). « Making Connections: Culture and Social Cohesion »
- Conseil des arts de l'Ontario (1997). *Pour l'éducation artistique : Aperçu de la recherche et des tendances*, Toronto, 50 p.
- Gardner, H. (1983). *Frames of Mind: The Theory of Multiple Intelligences*, Basic Books, New York, 440 p.
- Hansen, T. B. (1995). « Measuring the Value of Culture », *International Journal of Cultural Policy*, vol. 1, no. 2, p. 309-322.
- Hagenaars, P. et M. Van Hoorn (dir.) (2004). *La culture à l'école : un aperçu des politiques d'enseignement artistique et du patrimoine au sein de l'Union Européenne*, Cultuurnetwerk Nederland, Utrecht, 204 p.

- Heritage Lottery Fund (2006). *Social Impact of Heritage Lottery Funded Projects. Evaluation Report 2004-2005*, Prepared by Applejuice Consultants, juin, 66 p.
- Jeanotte, M. S. (2000). « Tango Romantica or Liaison Dangereuse? Cultural Policies and Social Cohesion: Perspectives from Canadian Research », *IJC*, vol. 7, n° 1, p. 97-113.
- Julien, L. et L. Santerre (dir.) (2000). *L'apport de la culture à l'éducation : actes du colloque*, Éditions Nouvelles, Montréal.
- Lee, H.-K. (2005). « When Arts Met Marketing: Arts Marketing Theory Embedded in Romanticism », *International Journal of Cultural Policy*, vol. 11, n° 3, p. 289-305.
- Longley, L. (dir.) (1999). *Gaining the Arts Advantage: Lessons from School District that Value Arts Education*, Arts Education Partnership, Washington DC, 88 p.
- Milbourne, L. (2002). « Life at the Margin: Education of Young People, Social Policy and the Meanings of Social Exclusion », *International Journal of Inclusive Education*, 1^{er} Octobre, vol. 6, n° 4, p. 325-343.
- Moody, W. J. (dir.). *Artistic Intelligences: Implications for Education*, Teachers College Press, New York.
- National Endowment for the Arts (2004). *2004 Report*, Washington DC.
- Parker, S., K. Waterston et al. (2002). *Neighbourhood Renewal and Social Inclusion: The Role of Museums, Archives and Libraries*, London, Resource.
- Pitter, J. (2005). *Petit guide de l'éducation artistique pour artistes travaillant dans les écoles*, Conseil des arts de l'Ontario, Toronto, 13 p.
- Pontin, Kate (Consultant Evaluator) (2001). *Represent an Evaluation Report for an Inclusion Project Run by Birmingham Museum Service*, Birmingham City Museums, and West Midlands Regional Museum Council, (non paginé)
- Reeves, M. (2000). *Measuring the Economic and Social Impact of the Arts: A Review*, Research Department, Arts Council of England, London.
- Reneau, S. (1996). « L'école et l'éducation artistique : acteurs, structures, enjeux », *Cahiers de sociologie économique et culturelle*, vol. 25, p. 149-167.
- Sandell, R. (2002). « Museums and the Combating of Inequality », dans R. Sandell (dir.) *Museums, Society, Inequality*, London, Routledge, p. 3-23.
- Sandell, R. (1998). « Museums as Agents of Social Inclusion », *Museum Management and Curatorship*, vol. 17, n° 4, p. 401-418.
- Sharp, C. (2001). *Developing Young Children's Creativity through the Arts: What Does Research Have to Offer?*, National Foundation for Education Research, London, 21 p.
- Van Dijk G. et J. van Zuijlen (dir.) (2001). *A Must or a-Muse. Arts and Culture in Education: Policy and Practice in Europe*, Conference Reader, Rotterdam.
- Winner, E. et L. Hetland (2000). *The Arts and Academic Achievement: What the Evidence Shows*, Journal of Aesthetic Education (Special Issue), 307 p.
- Wright, R., L. John et al. (2004). *Projet national de démonstration sur les arts et les jeunes*, École de service social, Université McGill, Montréal, 21 p.
- Wright, Robin (2007). « A Conceptual and Methodological Framework for Designing and Evaluating Community-Based After-School Art Programs », *International Journal of Cultural Policy*, vol. 13, n° 1, p. 123-132.

ANNEXE

50 SOCIAL IMPACTS OF PARTICIPATION IN THE ARTS

This list has been drawn up to give a sense of the range of social outcomes which the study has shown can be produced by participatory arts projects. Naturally, it is not complete, and there are many others which might emerge from a different analysis. Equally, no single project should be expected to deliver all of them, or to produce outcomes in the same way or to the same degree.

The study shows that participation in the arts can

1. Increase people's confidence and sense of self-worth
2. Extend involvement in social activity
3. Give people influence over how they are seen by others
4. Stimulate interest and confidence in the arts
5. Provide a forum to explore personal rights and responsibilities
6. Contribute to the educational development of children
7. Encourage adults to take up education and training opportunities
8. Help build new skills and work experience
9. Contribute to people's employability
10. Help people take up or develop careers in the arts
11. Reduce isolation by helping people to make friends
12. Develop community networks and sociability
13. Promote tolerance and contribute to conflict resolution
14. Provide a forum for intercultural understanding and friendship
15. Help validate the contribution of a whole community
16. Promote intercultural contact and co-operation
17. Develop contact between the generations
18. Help offenders and victims address issues of crime
19. Provide a route to rehabilitation and integration for offenders
20. Build community organisational capacity
21. Encourage local self-reliance and project management
22. Help people extend control over their own lives
23. Be a means of gaining insight into political and social ideas
24. Facilitate effective public consultation and participation

25. Help involve local people in the regeneration process
26. Facilitate the development of partnership
27. Build support for community projects
28. Strengthen community co-operation and networking
29. Develop pride in local traditions and cultures
30. Help people feel a sense of belonging and involvement
31. Create community traditions in new towns or neighbourhoods
32. Involve residents in environmental improvements
33. Provide reasons for people to develop community activities
34. Improve perceptions of marginalised groups
35. Help transform the image of public bodies
36. Make people feel better about where they live
37. Help people develop their creativity
38. Erode the distinction between consumer and creator
39. Allow people to explore their values, meanings and dreams
40. Enrich the practice of professionals in the public and voluntary sectors
41. Transform the responsiveness of public service organisations
42. Encourage people to accept risk positively
43. Help community groups raise their vision beyond the immediate
44. Challenge conventional service delivery
45. Raise expectations about what is possible and desirable
46. Have a positive impact on how people feel
47. Be an effective means of health education
48. Contribute to a more relaxed atmosphere in health centres
49. Help improve the quality of life of people with poor health
50. Provide a unique and deep source of enjoyment